



ALÈS GROUPE

RAPPORT FINANCIER 2011

SOMMAIRE

RAPPORT FINANCIER 2011

COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion et Tableau des résultats	pages 5 à 14
Bilan, Compte de résultat et Tableau de flux consolidés	pages 16 à 19
Annexes aux comptes consolidés	pages 21 à 36
Liste des sociétés consolidées	page 37
Rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	pages 38 et 39

COMPTES SOCIAUX

Bilan et Compte de résultat sociaux	pages 40 et 41
Annexes aux comptes sociaux et Tableau des filiales	pages 43 à 55
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	page 57
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	page 59 à 62

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte	pages 64 à 66
---	---------------

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
À LA DATE DU 14 MARS 2012**

M. Patrick ALÈS
Président

M. Bernard FLOBERT
Directeur Général - non Administrateur

M. Romain ALÈS
Vice-Président - Administrateur

Mme Jacqueline ALÈS
Directeur Général Délégué - Administrateur

Mme Thérèse FOSSARD
Administrateur

M. Olivier BIANCHI
Administrateur

Mme Chantal MATOUK
Administrateur

M. Bernard LAGRANGE
Administrateur

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

COFACOM
M. Hubert TONDEUR
11, rue de Wattignies - 75012 Paris

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
M. Didier CARDON
19, rue Clément Marot - 75008 Paris

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
DU 21 JUIN 2012**

COMPTES CONSOLIDÉS DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ALÈS GROUPE EXERCICE 2011

Chiffres clés

en millions d'Euros	2011	2010	Evolution 2011/2010
CA Total	190,9	173,0	+ 10,4%
CA International	110,0	102,5	+ 7,3%
CA France	80,9	70,5	+ 14,7%
Résultat opérationnel courant	11,5	7,7	+ 50,1%
Résultat net Part du Groupe	0,3	0,3	+ 1%
Ratio d'endettement	18,9%	3,5%	-
Effectifs moyen/ nombre de collaborateurs	905	792	+ 14%

RAPPORT DE GESTION ALÈS GROUPE 2011 COMPTES CONSOLIDÉS

Le groupe clôt son exercice 2011 avec un chiffre d'affaires consolidé de 190,9 millions d'euros, en progression de 10,4 %, confirmant ainsi une croissance soutenue après un exercice 2010 lui-même en progression de plus de 5%. A taux de change constant, l'évolution du chiffre d'affaires consolidé est de 10,9 %.

La croissance de l'activité s'est concentrée sur les deuxième et quatrième trimestres qui ont enregistré chacun des taux d'évolution supérieurs à 20 %.

PRINCIPAUX LANCEMENTS DE L'ANNÉE 2011 PAR MARQUE :

- Chez PHYTO :
Spray anti chute fortifiant PHYTOSTIM,
soin régénérant haute hydratation SECRET DE NUIT,
coloration professionnelle sans ammoniaque KYDRA
NATURE (distribuée par Ducastel).
- Chez LIERAC
Fluide lissant énergisant INITIATIC,
concentré minceur globale BODY SLIM,
eau SENSORIELLE,
fluide anti âge jour et nuit PREMIUM,
sérum correcteur de teint LUMINESCENCE.

- Chez DUCASTEL
Gamme de soins capillaire SUBTIL CARE.
- Chez CARON
Eau de toilette masculine YUZU,
parfum féminin DELIRE DE ROSE.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Après la refonte marketing des lignes de produits PHYTO et LIERAC intervenue en 2010, le groupe a procédé en 2011 à la commercialisation de celles-ci dans un premier temps en France puis dans les filiales européennes.

Dans ce contexte, des opérations promotionnelles d'écoulement des anciennes présentations sont intervenues en France en début d'année 2011, puis en cours d'année dans les principales filiales européennes.

A l'issue de ces opérations, certains produits ont été repris (produits discontinués par exemple) pour dépréciation, destruction ou commercialisation hors zone Europe.

Selon les pratiques locales, les produits non discontinués, sous anciennes présentations, ont été reconditionnés, soit en points de vente, soit après retour, par des prestataires extérieurs.

Ces opérations ont eu pour le groupe un caractère non récurrent, dans le sens où jamais ce type d'opération de changement de gamme d'une telle ampleur n'avait été mis en

œuvre par le groupe. De ce fait, les coûts de ces opérations ont été enregistrés dans les comptes de l'exercice 2011 en « autres charges opérationnelles » pour un montant de 4,3 millions d'euros, de même la réorganisation des forces de vente et des services centraux du groupe se traduit par une charge exceptionnelle nette de 1,5 million d'euros.

La mise en place avec succès des nouvelles présentations PHYTO et LIERAC, en France au deuxième trimestre, puis dans les filiales européennes à partir du mois de septembre pour PHYTO et du mois de novembre pour LIERAC, a permis au Groupe de reconquérir des parts de marchés en pharmacies et parapharmacies en Europe.

Le groupe a poursuivi en 2011 le renforcement des structures financières de ses filiales internationales de distribution, en augmentant le capital des sociétés Ales Group inc (USA) et Ales Groupe Hellas (Grèce) de respectivement 5 millions USD et 2,2 millions d'euros, par incorporation de comptes courants.

Les contrats de distribution, liant PHYTO et LIERAC avec le distributeur de Hong Kong ont été résiliés en fin d'année, moyennant le paiement d'une indemnité d'un million d'euros. Ainsi la nouvelle filiale locale créée en mars 2011, pourra à compter de juillet 2012 reprendre la commercialisation des marques précitées sur ce territoire.

Cette filiale a également pour vocation de prendre en charge la direction, la gestion et le contrôle des opérations commerciales avec les distributeurs de la zone Asie pour les marques PHYTO et LIERAC.

En fin d'année 2011, une importante campagne de publicité TV a été initiée en France avec la ligne PREMIUM de LIERAC, celle-ci a permis à LIERAC de voir sa part de marché pour les soins anti âge en Pharmacie passer de 9 % en octobre à 12 % en décembre 2011 (source IMS).

ACTIVITÉS PAR MÉTIER

En 2011, les trois métiers du groupe se sont repartis ainsi :

- capillaire : 38,8 %
- soins cosmétiques : 55,8 %
- parfums : 5,4 %

Il est important de noter que les trois métiers du groupe sont en progression par rapport à l'exercice 2010. Ainsi, l'activité capillaire est en croissance de 7,4 %, l'activité cosmétique de 12,9 % et l'activité parfum de 5,9 %.

ACTIVITÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le chiffre d'affaires international s'élève à près de 110 millions d'euros et représente 58 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe, alors que le chiffre d'affaires France, avec 80,9 millions d'euros, représente 42 % du chiffre d'affaires consolidé.

En termes d'évolution par secteur d'activité, la France est en croissance de 14,7 %, l'international de 7,3 % à taux courants.

Les filiales de distribution étrangères du groupe ont connu en 2011 une progression de leur activité de +13,6 % à taux courant.

La répartition géographique de l'activité internationale est la suivante :

- Europe continentale 73,4%
- Amériques 16,4%
- Asie 3,6%
- Afrique, Proche et Moyen-Orient 5,3%
- Reste du Monde 1,3%

Le tableau ci-après (cf 4.51 de l'annexe consolidée) présente le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel selon les critères d'organisation de l'activité du groupe :

En millions d'euros	Chiffre d'affaires	%	Résultat opérationnel	%
En France	80,9	42	1,3	29,5
Filiales Europe	70,2	37	7,3	166
Filiales Amérique du Nord	18	9	(2,4)	(54,5)
Autre export	21,7	11	2,2	50
Commun non affecté	0	0	(4,0)	(91)
TOTAL	190,9	100	4,4	100

ACTIVITÉ DES FILIALES COMMERCIALES FRANÇAISES

PHYTOSOLBA, réalise un chiffre d'affaires de 42,8 millions d'euros contre 36,4 millions d'euros en 2010. Cette progression s'explique par une reprise d'activité sur l'ensemble des marchés.

LIERAC a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires qui passe de 64,9 millions d'euros en 2010 à 74 millions d'euros en 2011. La France en croissance de plus de 26 % a contribué significativement à cette progression.

CARON voit son chiffre d'affaires passer de 8,9 millions d'euros en 2010 à 9,6 millions d'euros en 2011, l'activité internationale étant le premier facteur de cette progression.

DUCASTEL avec un chiffre d'affaires de 21,8 millions d'euros contre 21,5 millions d'euros en 2010 progresse prioritairement par le développement de son activité internationale. En effet, la réorganisation du réseau de commercialisation a momentanément pesé sur l'activité en France.

ACTIVITÉ DES FILIALES COMMERCIALES ÉTRANGÈRES

Les filiales de distribution du groupe représentent 46 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe et 80 % du chiffre d'affaires international.

- La filiale américaine, avec un chiffre d'affaires de 15,8 millions d'euros, enregistre une croissance de près de 9 % par rapport à 2010.
- La filiale canadienne voit son chiffre d'affaires stable à 3,4 millions d'euros.
- La filiale anglaise, avec un chiffre d'affaires de 1,4 million d'euros, enregistre un léger recul par rapport à 2010.
- La filiale belge, avec un chiffre d'affaires de 3,7 millions d'euros, est stable par rapport à 2010.
- La filiale allemande voit son chiffre d'affaires progresser de plus de 15 % pour atteindre 11,6 millions d'euros.
- La filiale italienne avec un chiffre d'affaires de 35,1 millions d'euros, a enregistré un retour à la croissance de près de 11 %. Elle reste la première filiale étrangère du groupe.
- La filiale espagnole, avec une croissance de plus de 46 %, porte son chiffre d'affaires à 4,2 millions d'euros.
- La filiale polonaise, avec un chiffre d'affaires de 2,2 millions d'euros, est en croissance de plus de 10 %.
- La filiale portugaise avec un chiffre d'affaires de 6,5 millions d'euros, est en croissance de 7 %.
- La filiale suisse a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 million d'euros.
- La filiale grecque, dont l'activité commerciale a débuté en octobre 2010, a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 4,3 millions d'euros.
- La filiale de Honk kong n'a pas eu d'activité commerciale en 2011.

DISTRIBUTION A L'EXPORT

Le chiffre d'affaires « Grand Export », c'est à dire vers des distributeurs indépendants, avec 21,7 M d'euros enregistre une baisse de 12 % après une année 2010 qui avait progressé de plus de 10 %.

Cette baisse résulte pour l'essentiel de la quasi absence de commandes du distributeur en Iran qui avait, en 2010, procédé à d'importants achats de précaution en anticipation d'une baisse de la devise locale.

Il convient cependant de noter le retour à la croissance des ventes vers la Russie tant pour PHYTO que pour LIERAC.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes au 31 décembre 2011 sont présentés conformément aux normes IFRS.

La liste des sociétés composant le groupe et le pourcentage de détention figurent dans l'annexe des comptes consolidés et dans le tableau des filiales dans l'annexe des comptes sociaux.

Comparabilité des comptes

Hormis les changements de méthode décrits au paragraphe 3.3 des annexes des comptes consolidés et visant les nouvelles normes applicables ou changement de normes, il n'y a pas eu d'autres événements comptables au cours de l'exercice 2011 susceptibles d'influer sur la présentation des comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Concernant le compte de résultat consolidé, le chiffre d'affaires à 190,9 millions d'euros progresse de 10,4 %, du fait de la reprise d'une activité industrielle normale en 2011, d'un mix produit et d'un mix marché plus favorables, la marge brute à 111,5 millions d'euros progresse de 14,4 % tandis que le résultat opérationnel courant à 11,5 millions d'euros est en croissance de 50,1 %. La marge opérationnelle représente ainsi plus de 6 % du chiffre d'affaires consolidé. Il faut remarquer que cette marge intègre cette année encore un niveau très significatif d'investissements marketing et commerciaux (près de 39 % du CA).

Les autres charges opérationnelles restent élevées en 2011 à 9,5 millions d'euros contre 7,2 millions d'euros en 2010, du fait en particulier des coûts exceptionnels non récurrents pour 4,3 millions d'euros liés aux opérations de substitution des gammes PHYTO et LIERAC dans la distribution.

Le résultat financier reste négatif à -1,9 million d'euros au 31 décembre 2011.

L'impôt sur les sociétés représente une charge de 2,2 millions d'euros en 2011 après avoir été contributif pour 0,4 million d'euros en 2010.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le résultat net part du Groupe à 0,3 million d'euros en 2011 est stable par rapport à celui de 2010.

Le bénéfice par action s'élève à 0,02 euro.

BILAN CONSOLIDÉ

La structure du bilan consolidé appelle les remarques suivantes :

Au passif : Les fonds propres part du Groupe s'élevaient à 87,1 millions d'euros au 31/12/2011. Les dettes financières s'élevaient à 35,1 millions d'euros, soit une augmentation de 2 millions d'euros par rapport à 2010.

A l'actif : Il faut noter la nécessaire remontée des stocks de 22 % qui représentent 28,8 millions d'euros contre 23,6 millions d'euros en 2010, en effet la mise en place de la nouvelle présentation de Lierac dans la distribution en Europe a débuté au quatrième trimestre 2011.

Simultanément, les créances clients sont passées de 42 millions d'euros à 51,1 millions d'euros soit une progression de 21 %, là encore, la croissance de l'activité et la période de mise en place de la nouvelle ligne LIERAC en fin d'année 2011 dans les filiales européennes contribuent à alourdir ce poste. Dans ces conditions, la trésorerie brute consolidée a diminué de 10,5 millions d'euros pour atteindre 18,6 millions d'euros ; la trésorerie nette s'élève à 17 millions d'euros au 31 décembre 2011.

ENDETTEMENT

Le ratio d'endettement net sur capitaux propres est passé de 3,5 % au 31 décembre 2010 à 18,9 % au 31 décembre 2011.

DÉLAIS DE PAIEMENTS DES FOURNISSEURS

Les délais appliqués par la société aux règlements des fournisseurs sont conformes à l'article L.441-6 du Code de Commerce.

« Sauf dispositions contraires figurant aux conditions de vente ou convenues entre les parties, le délai de règlement des sommes dues est fixé au trentième jour suivant la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation demandée » et « le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture ».

Le solde fournisseurs se décompose ainsi :

En Euros	Inférieur à 60 jours	Supérieur à 60 jours	Total
au 31/12/2010	936 695	23 003 (1)	959 698
au 31/12/2011	2 024 451	154 576 (1)	2 179 027

(1) l'essentiel de ce montant correspond pour partie aux factures échues le 30 décembre, soit 1 jour de retard et ponctuellement à des factures faisant l'objet de litige.

CHIFFRES CLEFS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2011

Les comptes des filiales du groupe sont disponibles sur demande

En Euros	Chiffre d'Affaires	Résultat net
SOCIÉTÉS DE GESTION - FRANCE		
CASTER	* 2 378 673	1 177 971
PHYTALÈS	975 000	321 862
SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION - FRANCE		
PHYTOSOLBA	42 797 060	(842 111)
LIERAC	74 011 025	8 590 379
CARON	9 642 810	(1 576 181)
DUCASTEL	21 786 949	901 881
ALÈS GROUPE INDUSTRIE	54 207 808	(1 329 757)
SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION - ÉTRANGER		
ALÈS GROUP INC USA	15 792 235	(520 676)
ALÈS GROUPE CANADA	3 513 961	(153 693)
ALÈS GROUPE COSMETIC Deutschland	11 626 066	127 036
ALÈS GROUPE ITALIA	35 143 555	(917 478)
ALÈS GROUPE BENELUX	3 757 087	(104 029)
ALÈS GROUPE UK	1 408 963	4 872
ALÈS GROUPE ESPAÑA	4 223 954	205 264
ALÈS GROUPE POLSKA	2 206 097	111 470
ALES GROUPE SUISSE	1 083 623	(30 496)
ALES GROUPE PORTUGAL	6 516 442	114 065
ALES GROUPE HELLAS	4 268 175	9 389
ALES GROUPE ASIA	0	(77 668)

* Produits d'exploitation

INVESTISSEMENTS

Le montant des investissements s'élève à 5 millions d'euros dont 0,7 concernent la nouvelle filiale de Hong Kong. Pour le solde, il s'agit, pour l'essentiel, d'investissements destinés à améliorer la capacité de production et les systèmes d'information.

FACTEURS DE RISQUES

RISQUE GÉOGRAPHIQUE DISTRIBUTEURS

Compte tenu de la situation économique existant en Iran, les achats des distributeurs de ce pays envers le groupe se sont élevés à 1,3 million d'euros contre 5,8 millions d'euros en 2010.

L'activité des distributeurs sur la zone dite du « printemps arabe » n'est pas suffisamment significative pour représenter un risque significatif pour le groupe.

Il faut cependant noter que le Maroc, premier marché de cette zone, a effectué pour 1,1 million d'euros d'achat auprès du groupe en 2011 soit une progression de plus de 50 %.

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET RISQUES FINANCIERS

Le Groupe a pour politique de disposer de lignes de crédit pour faire face à tout besoin éventuel. Au 31/12/11, les lignes de crédit non utilisées s'élèvent à 25,2 millions d'euros.

La répartition par échéance des dettes à plus d'un an, ainsi que les précisions complémentaires relatives aux risques d'exigibilité des dettes financières figurent en note 4.22 de l'annexe des comptes consolidés.

RISQUE DE TAUX

A l'exception de deux emprunts à taux fixe, dont le capital restant dû est respectivement de 0,25 million d'euros et de 3 millions d'euros, les intérêts de la totalité des crédits bancaires et des crédits baux sont indexés sur une référence variable Euribor.

Dans le cadre de la gestion de son exposition au risque de taux, le groupe a mis en place des couvertures du risque de taux pour certaines des lignes de crédit moyen terme en cours au 31/12/2011.

Les notes 4.22 de l'annexe des comptes consolidés et 6.10 des comptes individuels détaillent le risque de taux et les instruments de couverture correspondant.

RISQUE DE CHANGE

Dans le cadre de la gestion de son exposition au risque de change, le groupe a mis en place des couvertures, telles les ventes à terme de devises pour les facturations des filiales étrangères hors zone euro, et les options de change sur les budgets de vente aux filiales dès lors qu'ils représentent un risque jugé significatif.

La note 4.12 de l'annexe des comptes consolidés détaille le risque de change et les instruments de couverture correspondant.

Pour information, les filiales étrangères facturent la totalité de leurs clients en devise locale. Les chiffres d'affaires réalisés localement au 31/12/2011 sont les suivants (montants en milliers de devises) :

	Montants	Devise
USA	20 434	USD
Allemagne	11 626	Euro
Italie	35 144	Euro
Belgique	3 757	Euro
Angleterre	1 177	GBP
Canada	4 644	CAD
Espagne	4 224	Euro
Pologne	9 835	PLN
Portugal	6 516	Euro
Suisse	1 317	CHF
Grèce	4 268	Euro

RISQUE JURIDIQUE

Il n'existe pas de litige non provisionné représentant individuellement un risque significatif pour le groupe.

Compte tenu de la nature de nos activités (conception, fabrication et vente de produits cosmétiques), la politique du Groupe est la suivante en termes d'assurance pour ses principaux risques :

1 – Protection et garantie du risque industriel

- politique de prévention avec des visites régulières de nos sites en présence d'experts (courtiers de compagnie d'assurance).
- définition des risques majeurs (incendie, inondation) et adaptation des moyens de prévention et d'intervention.
- souscription d'une police d'assurance « tout risque sauf » concernant les locaux, le matériel, les stocks.

2 – Garantie des frais complémentaires permettant un transfert temporaire d'activité chez des tiers (sous-traitants) en cas de sinistre industriel.

3 – Garantie du fait des produits : une assurance « RC mondiale produit » couvre les risques représentés par les éventuels sinistres causés aux tiers (consommateurs) du fait de l'emploi des produits, si ces derniers étaient défectueux ou dangereux (normalement le service qualité doit éviter cette situation). Cette garantie n'a jamais été mise en œuvre jusqu'à ce jour.

4 – Risques non couverts :

- Perte d'exploitation, car, après analyse, la polyvalence des différents sites industriels, la faculté de sous-traitance auprès de tiers et les mesures de prévention ou d'intervention ne justifient pas le coût d'une assurance pour faire face à ce risque, déjà partiellement couvert par la Garantie « frais complémentaires ».
- Risque environnement. La nature des produits qui sont conçus pour une application sur l'être humain et les procédés de fabrication ont conduit le Groupe à ne pas souscrire d'assurance couvrant un risque environnement, mais la RC dommage couvre les risques de pollution accidentelle.

Tableau de synthèse des principaux risques couverts :

Risques couverts	Franchise	Capitaux garantis	Compagnie
<u>R.C. exploitation</u>			ZURICH
Tous dommages	5 000 €	7 500 000 €	/
Dommage pollution	10 000 €	2 000 000 €	/
Faute inexcusable de l'employeur	15 000 €	5 000 000 €	/
<u>RC produits</u>			ZURICH
Tous dommages	10 000 €	7 500 000 €	ZURICH
<u>Tous dommages sauf</u>			Chartis
Risque mobilier immobilier et stock	34 777 €	84 150 757 €	Chartis
Frais supplémentaires d'exploitation	34 777 €	1 570 000 €	/

RESSOURCES HUMAINES

L'effectif moyen du groupe est passé de 792 collaborateurs en 2010 à 905 collaborateurs en 2011 soit une hausse de 14 %. La France compte 548 collaborateurs. L'effectif des filiales est passé de 255 collaborateurs en 2010 à 357 en 2011. La répartition de l'effectif France s'effectue de la manière suivante :

Répartition par catégorie :

Ouvriers	22 %
Employés	6 %
Agents de maîtrise	26 %
Commerciaux	21 %
Cadres	25 %

Répartition par service :

Fabrication	38 %
Force de vente, marketing, administration des ventes	41 %
Recherche et développement	5 %
Administration	16 %

Répartition par ancienneté :

0 à 2 ans	24 %
3 à 5 ans	13 %
6 à 15 ans	33 %
+15 ans	30 %

Répartition par sexe :

Hommes	34 %
Femmes	66 %

Il y a eu 28 contrats à durée déterminée sur l'exercice, dont 23 toujours en poste au 31 décembre 2011 et 18 collaborateurs en contrat à durée indéterminée ont un statut de travailleur handicapé.

Le poste « intérimaires » s'est élevé à 3,8 millions d'euros en 2011 contre 2,3 millions d'euros en 2010, cette augmentation résulte directement du surplus d'activité industriel et logistique connu en 2011 avec les changements de gamme PHYTO et LIERAC.

Les conditions d'hygiène et de sécurité sont suivies par un cadre ayant cette fonction et qui en répond à la Direction Générale et au C.H.S.C.T.

Les filiales internationales, fortes de 357 collaborateurs, sont des structures exclusivement commerciales.

Aucune sous-traitance n'est effectuée dans des pays sensibles au regard des dispositions du Bureau International du Travail.

La durée du temps de travail est en France de 35 heures effectives. Les heures supplémentaires sont rémunérées selon les dispositions légales et conventionnelles (conventions collectives des industries chimiques).

Pour le secteur industriel, le temps de travail est annualisé sur la base de 1 600 heures.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Le montant des dépenses alloué à la recherche et au développement est de l'ordre de 3,3 millions d'euros.

Il concerne la recherche appliquée, l'analyse, la mise au point des nouveaux principes actifs, la mise en œuvre d'un procédé original d'extraction de plantes pour obtenir des extraits utilisés dans nos productions, la création d'une unité de recherche sur les plantes et leurs applications dans nos productions, les études cliniques, ainsi que les frais de développement de produits.

L'intégralité des frais de recherche et développement a été comptabilisée en charges d'exploitation.

L'activité recherche et développement est assurée par plusieurs équipes totalisant une trentaine de collaborateurs, dont les deux tiers sont affectés aux laboratoires.

Le groupe dispose de 8 brevets déposés en France et à l'étranger. Ces derniers sont protégés 20 ans à compter de leur date de dépôt. Le premier brevet, qui tombera dans le domaine

public le 17 juillet 2014, concerne l'Arbutine de l'OPC. La société considère que, compte tenu de l'échéance lointaine de cette date et de l'évolution technique sur ces marchés, cette absence de protection ne constituera pas un risque.

Un nouveau brevet déposé en décembre 2011 est en cours de validation il concerne un procédé novateur de réduction des tissus adipeux.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Il n'y pas eu d'événements ayant eu une importance significative depuis la clôture de l'exercice.

PERSPECTIVES

Dans un contexte économique plus serein qu'en 2011, le groupe entend soutenir la croissance de son activité et en conséquence maintenir des investissements marketing et commerciaux significatifs, tant en France que dans ses filiales.

Un projet d'ouverture de nouvelles filiales est également à l'étude en particulier en Turquie.

Le groupe attend donc une augmentation de son activité en 2012 par rapport à 2011.

COMPTES SOCIAUX ET RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

ALÈS GROUPE a eu une activité de prestations de service pour les sociétés françaises du Groupe et a facturé 25 166 868 euros au titre de cette activité. Avec 12 524 803 euros de charges de personnel et 10 895 147 euros d'autres charges d'exploitation, le résultat d'exploitation est négatif de 65 627 euros.

Le résultat financier à 3 018 911 euros tient compte pour 3 951 261 euros des dividendes reçus des filiales.

En conséquence, le résultat net de la société s'élève à 5 954 981 euros au 31 décembre 2011 contre 5 452 817 euros au 31 décembre 2010

PLAN DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Il n'existe pas de plan de souscription d'actions.

DILUTION POTENTIELLE

L'Assemblée Générale du 19 octobre 2010 a autorisé le Conseil d'Administration de la société à procéder à des attributions gratuites d'actions réservées à certains collaborateurs et dirigeants dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital.

Le conseil d'administration du 8 novembre 2010 a décidé l'attribution gratuite de 205 000 actions nouvelles à émettre par la société dont l'attribution définitive sera soumise à une période d'acquisition de deux ans et à une condition de présence dans la société.

Le même conseil a autorisé l'attribution gratuite additionnelle de 400 000 actions à émettre entre 2012 et 2018 sous conditions de présence et de performance.

ACTIONNARIAT SALARIÉ

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juin 2011 a autorisé pour une durée de 26 mois une augmentation de capital au profit des salariés du groupe participant à un P.E.E. Aucune émission n'a été réalisée à ce titre et il n'existe pas d'actions réservées aux salariés ou aux anciens salariés à travers un P.E.E. (Plan d'Epargne d'Entreprise).

OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS

Aucune opération d'achat ou vente de valeurs mobilières de la société ALES GROUPE n'a été déclarée par les dirigeants au cours de l'exercice.

ORGANISATION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le Conseil d'Administration de la société ALÈS GROUPE a confié le 22 juillet 2010 la Direction Générale de la société à M. Bernard FLOBERT, la Présidence du Conseil d'Administration étant conservée par M. Patrick ALES.

LISTE DES MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX AU 31/12/2011

Monsieur Patrick ALÈS est :

- Président du Conseil d'Administration des Sociétés Anonymes suivantes : ALÈS GROUPE, LABORATOIRES LIERAC.
- Président des Sociétés par Actions Simplifiées suivantes : ALÈS GROUPE INDUSTRIE, PHYTALES, CASTER, FRANKLIN ROOSEVELT COIFFURE ET BEAUTE, AVILA.
- Directeur Général de la Société par Actions Simplifiée : CARON.
- Directeur Général Délégué de la SA laboratoires LIERAC
- Président du Conseil d'Administration: ALES GROUP INC. (USA), et Administrateur d'ALÈS GROUPE ITALIA SPA (Italie).
- Président de la société ALES GROUPE POLSKA (Pologne) et de la société ALES GROUPE HELLAS (Grèce).

Monsieur Bernard FLOBERT est :

- Président, Directeur Général des Laboratoires LIERAC
- Directeur Général non administrateur des Société Anonymes suivantes : ALES GROUPE, LABORATOIRES PHYTOSOLBA.
- Président de la Société par Actions Simplifiée LABORATOIRE DUCASTEL.
- Directeur Général des Sociétés par Actions Simplifiées suivantes : ALES GROUPE INDUSTRIE, CASTER, PHYTALES.
- Président de la société ALES GROUPE ITALIA SPA (Italie).
- Président de la société ALES GROUP ASIA LTD (Hong Kong)

Madame Jacqueline ALÈS est :

- Directeur Général Délégué et Administrateur de la Société Anonyme ALES GROUPE.
- Directeur Général de la Société par Actions Simplifiée AVILA.
- Administrateur des Sociétés Anonymes, LABORATOIRES LIERAC, LABORATOIRES PHYTOSOLBA.

Monsieur Romain ALÈS est :

- Président de la SAS Parfums CARON
- Vice-Président, Administrateur de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.
- Administrateur des Sociétés Anonymes LABORATOIRES PHYTOSOLBA et LABORATOIRES LIERAC.
- Président de la Société ALÈS GROUPE SUISSE.

Madame Thérèse FOSSARD est :

- Directeur Général Délégué de la Société Anonyme LABORATOIRES PHYTOSOLBA.

Mme Fossard a présenté au Conseil d'Administration sa démission en tant que Directeur Général Délégué.

- Administrateur des Sociétés Anonymes suivantes : ALÈS GROUPE et LABORATOIRES LIERAC.

Monsieur Olivier BIANCHI est :

- Directeur Général de la Société par actions Simplifiée LABORATOIRE DUCASTEL.
- Administrateur de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.

Madame Chantal MATOUK est :

- Administrateur indépendant de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.

Monsieur Bernard LAGRANGE est :

- Administrateur indépendant de la Société Anonyme ALÈS GROUPE.

DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A - Délégations de pouvoirs consenties au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin 2011 en vue de procéder à des augmentations de capital.

	Plafonds autorisés	Utilisés	Solde subsistant	Date d'expiration
1) Emissions d'actions ou valeurs mobilières donnant droit à des actions. Plafonds applicables individuellement en cas : - d'émission avec droit préférentiel de souscription des actionnaires (10 ^{ème} résolution) - d'émission avec suppression de ce droit (12 ^{ème} résolution)	15 M € nominal	NEANT	15 M € nominal	23.08.2013
2) Augmentation de capital par incorporation de réserves, primes, etc... (9 ^{ème} résolution)	15 M € nominal	NEANT	15 M € nominal	23.08.2013
3) Augmentation de capital réservée à des salariés adhérents d'un P.E.E. ou P.P.E.S.V. (13 ^{ème} résolution)	0,3 M € nominal	NEANT	0,3 M € nominal	23.08.2013
4) Plafond global pour l'ensemble de ces délégations (12 ^{ème} résolution)	15 M € nominal en capital	NEANT	15 M € nominal	23.08.2013

B - Délégations de pouvoirs consenties au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin 2011 en vue de procéder à des achats d'actions, et par l'Assemblée Générale Mixte du 19 octobre 2010 en vue de procéder à des attributions gratuites d'actions dans le cadre des articles L 225-209-1 du code de commerce.

	Plafonds autorisés	Utilisés	Solde	Date d'expiration
1 - Achat d'actions dans la limite de 10 % du capital (8 ^{ème} résolution)	42 363 870 €	56 534 €	42 307 336 €	23/12/2012
2 - Attributions Gratuites d'Action (2 ^{ème} résolution)	10 % du capital soit 1 412 129 actions	205 000 actions	1 207 129 actions	19/06/2013

APPROBATION DE CERTAINES DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES

Au titre des charges visées à l'article 39-4. du code général des impôts, il a été réintégré dans le résultat imposable de l'exercice écoulé une somme de 16 378 euros correspondant à des amortissements excédentaires ; l'impôt supporté en raison de ces charges s'élevant à 5 459 euros.

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2011, s'élevant à la somme de 5 954 981 euros, augmenté du report à nouveau d'un montant de 7 951 615 euros, soit un total de 13 906 596 euros, de la manière suivante :

- paiement d'un dividende global de : 4 236 387,30 euros (soit 0,30 euro par action)
- en report à nouveau le solde de : 9 670 208,70 euros

Le dividende sera mis en paiement à compter du 25 juin 2012.

Le montant distribué représente douze fois le résultat net consolidé part du groupe.

L'Assemblée Générale après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration décide d'inscrire la somme de 3932 euros correspondant au montant net des acquisitions d'actions ALES GROUPE au cours de l'exercice 2011, au « poste réserves réglementées, réserves pour actions propres ».

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée rappelle qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au titre des trois précédents exercices :

exercice	dividende global	dividende par action	Montant des revenus distribués éligibles à la réfaction
2008	4 942 391 €	0,35 €	0,35 € x nombre d'actions détenues*
2009	4 235 084 €	0,30 €	0,30 € x nombre d'actions détenues*
2010	4 235 381 €	0,30 €	0,30 € x nombre d'actions détenues*

* nombre d'actions détenues par les personnes physiques et par les sociétés taxées entre les mains de leurs associés personnes physiques

ACOMPTE SUR DIVIDENDE

Le Conseil d'administration du 14 mars 2012 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende versé au titre des résultats de l'exercice 2011.

Cet acompte d'un montant de 0,15 euros représente 50 % du dividende tel que défini ci avant et vient donc en déduction des montants qui seront mis en paiement à compter du 25 juin 2012.

Cet acompte sur dividende est mis en paiement à compter du 27 mars 2012.

FRANCHISSEMENT DE SEUILS ET DÉCLARATION D'INTENTION

La S.A.S. Avila, détenait au 31/12/2011, un total de 11 377 300 actions soit 80,57 % du capital de la société ALES GROUPE.

La S.A. Tocqueville Finance a déclaré à la société le 1^{er} février 2012 avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 4 % en capital en détenant 548 494 titres d'ALES GROUPE soit 3,88 % du capital.

OPÉRATIONS SUR LES TITRES ALÈS GROUPE

Aucune opération d'achat ou de vente d'actions n'a été déclarée à la société par ses mandataires sociaux au cours de l'exercice 2011.

RÉGULATION DE COURS

ACQUISITIONS PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

(art L.225.211 du Code de Commerce)

Le 8 octobre 2008, ALES GROUPE a confié à un prestataire de services d'investissements la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur les actions ordinaires de la société ALES GROUPE, selon la Charte de déontologie de l'AFEI et approuvé par l'AMF.

Lors de la mise en place du contrat, 100 000 euros en espèces ont été mis à disposition du compte de liquidité.

Au 31 décembre 2011, ce compte disposait de 5 003 titres, soit 0,03 % du capital, et d'une trésorerie de 43 215 euros.

ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Néant.

NOMINATION D'ADMINISTRATEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

JETONS DE PRÉSENCE

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de fixer à 35 000 euros le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice en cours.

TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ ALÈS GROUPE

NATURE DES INDICATIONS EN EUROS	EXERCICE 2007	EXERCICE 2008	EXERCICE 2009	EXERCICE 2010	EXERCICE 2011
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	27 168 650	28 242 236	28 242 582	28 242 582	28 242 582
Nombre d'actions ordinaires existantes	13 584 325	14 121 118	14 121 291	14 121 291	14 121 291
Nombre des actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
- Par exercice de droits de souscription	635 616	98 823	0	0	0
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	14 880 682	16 602 254	19 695 256	22 569 797	25 166 868
Résultats avant impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	8 795 136	2 416 048	5 638 307	4 254 851	5 114 316
Impôts sur les bénéfices	(1 476 458)	(1 070 051)	(2 810 748)	(3 148 360)	(3 188 824)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultats après impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	6 367 921	4 219 092	6 668 602	5 452 817	5 954 981
Résultat distribué	5 433 730	4 942 391	4 235 084	4 235 381	*4 236 387
III. RÉSULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,76	0,49	0,60	0,52	0,59
Résultat après impôts, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	0,47	0,31	0,47	0,39	0,42
Dividende attribué à chaque action	0,40	0,35	0,30	0,30	*0,30
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	124	125	132	131	132
Montant de la masse salariale de l'exercice	6 829 671	7 020 820	7 668 967	8 610 684	8 629 802
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales,...)	3 281 161	3 428 452	3 608 550	4 331 368	3 895 001

* proposition

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

BILAN ACTIF

EN MILLIERS D'EUROS

	MONTANTS BRUTS 31/12/2011	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS 31/12/2011	MONTANTS NETS 31/12/2011	MONTANTS NETS 31/12/2010
ACTIF NON COURANT				
Ecarts d'acquisition	21 617,1	4 576,9	17 040,2	17 040,2
Immobilisations Incorporelles	50 747,2	16 975,0	33 772,2	33 341,8
Immobilisations Corporelles	59 907,8	39 069,5	20 838,3	20 411,3
Actifs Financiers disponibles à la vente	118,7	117,0	1,7	1,7
Autres Actifs Financiers non courants	1 285,1	164,2	1 120,9	1 111,9
Instruments dérivés actifs non courants			0,0	0,0
Impôts différés actifs	1 410,8		1 410,8	1 631,1
TOTAL ACTIF NON COURANT	135 086,7	60 902,6	74 184,1	73 538,0
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	31 937,2	3 178,6	28 758,6	23 581,1
Créances clients et comptes rattachés	52 982,8	1 881,2	51 101,6	41 969,9
Impôts courants actifs	906,0		906,0	1 290,4
Autres créances d'exploitation courantes	7 050,6		7 050,6	7 000,4
Autres actifs financiers courants	2 511,4		2 511,4	1 417,8
Instruments dérivés actifs courants			0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 552,9		18 552,9	29 080,6
TOTAL ACTIF COURANT	113 940,9	5 059,8	108 881,1	104 340,2
Actifs relevant d'activités arrêtées			0,0	0,0
TOTAL ACTIF	249 027,6	65 962,4	183 065,2	177 878,2

BILAN PASSIF

EN MILLIERS D'EUROS

	MONTANTS 31/12/2011	MONTANTS 31/12/2010
CAPITAUX PROPRES		
Capital	28 242,6	28 242,6
Primes liées au capital	25 126,3	25 126,3
Réserves Consolidées - Part du Groupe	33 408,7	35 722,3
Résultat Consolidé - Part du Groupe	347,4	343,9
Capitaux Propres - Part du groupe	87 125,0	89 435,1
Intérêts Minoritaires	20,8	23,7
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	87 145,8	89 458,8
PASSIF NON COURANT		
Provisions pour risques et charges non courants	7 597,8	8 765,3
Emprunts et dettes financières - Part à plus d'un an	24 037,8	22 512,9
Instruments dérivés passifs - non courants	176,4	15,3
Impôts différés passifs	9 801,9	10 265,9
Autres Passifs non courants		
TOTAL PASSIF NON COURANT	41 613,9	41 559,4
PASSIF COURANT		
Emprunts et dettes financières - Part à moins d'un an	11 032,7	9 647,6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 373,1	17 296,9
Impôts courants passifs	1 031,0	121,5
Autres dettes d'exploitation courantes	22 709,0	19 731,3
Instruments dérivés passifs courants	159,7	62,7
TOTAL PASSIF COURANT	54 305,5	46 860,0
Passifs relevant d'activités arrêtées		
TOTAL PASSIF	183 065,2	177 878,2

COMPTE DE RÉSULTAT

EN MILLIERS D'EUROS

	EXERCICE 2011	EXERCICE 2010	ÉVOLUTION
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	190 898,2	172 964,6	10,4%
Coût des Produits vendus	- 79 411,2	- 75 531,0	5,1%
MARGE BRUTE	111 487,0	97 433,6	14,4%
Frais Marketing et Commerciaux	- 75 644,0	- 66 444,9	13,8%
Frais généraux et administratifs	- 24 344,1	- 23 328,8	4,4%
FRAIS OPÉRATIONNELS	- 99 988,1	- 89 773,7	11,4%
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	11 498,9	7 659,9	50,1%
Autres Produits opérationnels	2 396,1	1 263,2	0,9%
Autres Charges opérationnelles	- 9 489,5	- 7 221,5	0,3%
Dotation aux provisions des survaleurs			
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	4 405,5	1 701,6	158,9%
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	173,8	116,1	49,7%
Coûts de l'endettement financier brut	- 871,0	- 320,9	171,4%
COÛTS DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 697,2	- 204,8	2,4%
Autres Produits financiers	16,3	24,4	- 33,2%
Autres Charges financières	- 1 206,1	- 1 537,1	- 21,5%
RÉSULTAT FINANCIER	- 1 887,0	- 1 715,5	- 9,9%
Impôt sur les bénéfices	- 2 171,3	360,7	702,0%
RÉSULTAT NET DES ACT. POURSUIVIES - SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	347,2	344,8	0,7%
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence			
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	347,2	344,8	
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession			
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	347,2	344,8	
Intérêts Minoritaires	- 0,2	0,9	
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	347,4	343,9	1,0%
<i>Résultat Net par action - Part du Groupe</i>	<i>0,02</i>	<i>0,02</i>	
<i>Résultat Net dilué par action - Part du groupe</i>	<i>0,02</i>	<i>0,02</i>	
<i>Dividendes versés par action</i>	<i>0,30</i>	<i>0,30</i>	

ÉTAT DU RÉSULTAT NET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS D'EUROS

	Exercice 2011	Exercice 2010	Evolution
Résultat Net Consolidé de la période	347,2	344,8	2,4
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture de taux	- 161,1	138,9	- 300
Effet d'impôt sur les éléments directement reconnus en capitaux propres	56,4	- 48,6	105,0
Total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	242,5	435,1	- 192,6
Dont			
Part du groupe	242,6	434,2	- 191,6
Part des minoritaires	- 0,2	0,9	- 1,1

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

EN MILLIERS D'EUROS

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Juste valeur instrument de taux	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Capitaux Propres Total
Capitaux propres à la clôture au 31/12/2008 retraités	28 242,3	25 124,3	31 411,0	8 813,3	- 698,5	- 98,5	92 793,9	245,6	93 039,5
Résultat consolidé de l'exercice				6 921,3			6 921,3	- 47,1	6 874,2
Affectation du résultat de l'exercice précédent aux réserves consolidées			8 813,3	- 8 813,3			0,0		0,0
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						- 82,0	- 82,0		- 82,0
Total des produits et charges comptabilisés				6 921,3		- 82,0	6 839,3	- 47,1	6 792,2
Augmentation de Capital	0,3	1,7					2,0		2,0
Distribution de Dividendes			- 4 943,0				- 4 943,0	- 2,0	- 4 945,0
Variation des écarts de conversion					198,7		198,7	- 19,2	179,5
Correction erreurs exercices antérieurs			- 186,8				- 186,8		- 186,8
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales			- 473,5				- 473,5	473,3	- 0,2
Autres Variations							0,0		0,0
Capitaux propres à la clôture au 31/12/2009	28 242,6	25 126,0	34 621,0	6 921,3	- 499,8	- 180,5	94 230,6	650,6	94 881,2
Résultat consolidé de l'exercice				343,9			343,9	0,9	344,8
Affectation du résultat de l'exercice précédent aux réserves consolidées			6 921,3	- 6 921,3			0,0		0,0
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						90,3	90,3		90,3
Total des produits et charges comptabilisés				343,9		90,3	434,2	0,9	435,1
Augmentation de Capital							0,0		0,0
Distribution de Dividendes			- 4 235,1				- 4 235,1	- 1,3	- 4 236,4
Variation des écarts de conversion					563,7		563,7	1,0	564,7
Correction erreurs exercices antérieurs			- 192,6				- 192,6		- 192,6
Actions gratuites			210,0				210,0		210,0
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales			- 1 575,7				- 1 575,7	- 627,6	- 2 203,3
Autres Variations							0,0	0,1	0,1
Capitaux propres à la clôture au 31/12/2010	28 242,6	25 126,0	35 748,9	343,9	63,9	- 90,2	89 435,1	23,7	89 435,8
Résultat consolidé de l'exercice				347,4			347,4	- 0,2	347,2
Affectation du résultat de l'exercice précédent aux réserves consolidées			343,9	- 343,9			0,0		0,0
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres						- 104,7	- 104,7		- 104,7
Total des produits et charges comptabilisés				347,4		- 104,7	242,7	- 0,2	242,5
Augmentation de Capital							0,0		0,0
Distribution de Dividendes			- 4 235,6				- 4 235,6	- 2,7	- 4 238,3
Variation des écarts de conversion					448,0		448,0		448,0
Correction erreurs exercices antérieurs			- 383,2				- 383,2		- 383,2
Actions gratuites			1 619,0				1 619,0		1 619,0
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales							0,0		0,0
Autres Variations			- 1,0				- 1,0		- 1,0
Capitaux propres à la clôture au 31/12/2011	28 242,6	25 126,0	33 092,0	347,4	511,9	- 194,9	87 125,0	20,8	87 145,8

TABLEAU DE FLUX CONSOLIDÉ

EN MILLIERS D'EUROS

	Exercice 2011	Exercice 2010
Résultat Net avant Impôt	2 518,5	- 15,8
Dotation aux Amortissements et provisions sur actifs immobilisés	3 614,4	3 093,3
Dotation aux Amortissements des survaleurs		
Dotation aux Provisions pour R et C	4 207,8	5 633,1
Reprise de Provisions pour R et C	- 5 269,8	- 1 243,7
Dotation aux Provisions sur Actifs CT	1 570,9	695,8
Reprise de Provisions sur Actifs CT	- 888,6	- 1 230,4
Charges et produits sans effet de trésorerie	3 234,7	6 948,1
Charges et produits de placement et de financement	782,9	1 305,4
Variation des Stocks	- 5 290,0	- 2 197,0
Variation du Crédit Client	- 9 503,0	3 162,6
Variation autres Actifs CT opérationnels	- 1 574,5	722,8
Variation du Crédit Fournisseur	2 072,7	2 237,2
Variation autres Passifs CT opérationnels	4 704,7	- 772,3
Variation des créances et dettes opérationnelles	- 9 590,1	3 153,3
Intérêts nets payés	- 746,2	- 1 279,6
Impôts sur le résultat payés	- 1 080,2	- 1 671,2
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	- 4 880,4	8 440,2
Acquisitions d'immobilisations Corporelles et Incorporelles	- 4 845,7	- 3 892,3
Acquisitions d'immobilisations Financières	- 173,6	- 338,4
Produits nets de cessions d'actifs disponibles à la vente		
Produits nets de cessions d'Immobilisations	640,7	275,8
Dividendes reçus des entreprises associées		
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS	- 4 378,6	- 3 954,9
Dividendes versés	- 4 248,5	- 4 236,4
Augmentation de Capital Ales Groupe S.A.		
Incidence des variations de périmètres sans changement de contrôle		- 2 198,0
Augmentation des Emprunts	12 103,8	17 566,7
Remboursement des Emprunts	- 8 780,5	- 10 759,3
Augmentation des Emprunts à court terme		
Remboursement des Emprunts à court terme		
Augmentation de l'endettement au titre des crédits baux		
Remboursement de l'endettement au titre des crédits baux	- 834,0	- 855,1
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENTS	- 1 759,2	- 482,1
VARIATION DE TRESORERIE DE L'EXERCICE	- 11 018,2	4 003,2
TRESORERIE D'OUVERTURE	27 970,0	24 097,4
TRESORERIE DE CLOTURE	17 017,3	27 970,0
Incidence des variations des cours des devises	65,5	- 130,5

TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

EN MILLIERS D'EUROS

	Montants 31/12/2011	Variation	Montants 31/12/2010
Trésorerie brute	18 552,9	- 10 527,7	29 080,6
Soldes bancaires débiteurs et concours bancaires courants	- 1 535,6	- 425,0	- 1 110,6
Trésorerie nette	17 017,3	- 10 952,7	27 970,0
Endettement financier brut	- 33 534,9	- 2 485,0	- 31 049,9
ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 16 517,6	- 13 437,7	- 3 079,9

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

SOMMAIRE

1 - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2011 ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

2 - INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE ET AUX MÉTHODES DE CONSOLIDATION

- 2.1 – Périmètre de consolidation
- 2.2 – Méthodes de consolidation
- 2.3 – Liste des sociétés consolidées
- 2.4 – Date de clôture

3 - PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

- 3.1 – Principes généraux d'évaluation des comptes
- 3.2 – Présentation des comptes
- 3.3 – Changements de méthodes
- 3.4 – Corrections antérieures

4 - NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

4.1 – Notes sur l'actif consolidé

- 4.00 – Conversion des états financiers des sociétés étrangères
- 4.01 – Ecart d'acquisition
- 4.02 – Immobilisations incorporelles
- 4.03 – Immobilisations corporelles
- 4.04 – Actifs financiers disponibles à la vente
- 4.05 – Autres actifs financiers non courants
- 4.06 – Impôts différés actifs
- 4.07 – Stocks
- 4.08 – Créances courantes
- 4.09 – Instruments dérivés actifs
- 4.10 – Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 4.11 – Actifs relevant d'activités arrêtées
- 4.12 – Opérations en devises et risque de change

4.2 – Notes sur le passif consolidé

- 4.21 – Provisions pour risques et charges
- 4.22 – Dettes financières et risques sur endettement
- 4.23 – Engagements hors bilan
- 4.24 – Impôts différés passifs
- 4.25 – Instruments dérivés passifs
- 4.26 – Passifs relevant d'activités arrêtées

4.3 – Notes sur le compte de résultat consolidé

- 4.31 – Analyse des frais opérationnels
- 4.32 – Autres produits et charges
- 4.33 – Résultat financier
- 4.34 – Impôts sur les bénéfices
- 4.35 – Résultat des activités arrêtées
- 4.36 – Résultat par action

4.4 – Notes sur le tableau de flux consolidé

- 4.41 – Analyse de la trésorerie nette
- 4.42 – Lignes de crédit non utilisées
- 4.43 – Flux de trésorerie concernant la capacité de production
- 4.44 – Flux de trésorerie concernant les activités arrêtées

4.5 – Autres informations sur les états financiers

- 4.51 – Informations par secteurs géographiques
- 4.52 – Effectifs
- 4.53 – Transactions avec les parties liées
- 4.54 – Capital
- 4.55 – Honoraires des Commissaires aux Comptes

1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE 2011 ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Événements de l'exercice 2011

L'implantation en France et en Europe des nouvelles gammes de produits de Phyto et Lierac, compte tenu de son ampleur, entraîne des impacts très significatifs dans les comptes du fait, principalement, du coût des retours et de la dépréciation ou de la destruction des stocks des références arrêtées. Du fait de leur caractère non récurrent, ces coûts ont été enregistrés en « autres charges opérationnelles ». La charge nette

constatée à ce titre dans les comptes de l'exercice 2011 est de 4,3 millions d'euros.

La réorganisation des forces de vente et des services centraux du Groupe se traduit également par une charge exceptionnelle nette de 1,5 millions d'euros.

Grâce aux investissements en matière de rénovation des gammes de produits et en matière commerciale, la crise économique a eu un impact très limité sur l'activité du Groupe. Toutes les filiales du sud de l'Europe affichent une croissance significative et la nouvelle filiale Grecque a réalisé un chiffre d'affaires de 4,3 M euros supérieur au budget prévu.

Afin d'appuyer le développement de ses activités en Asie, le groupe a pris la décision de créer une filiale localisée à Hong-Kong, Ales Groupe Asia, qui aura pour mission d'appuyer aux plans logistique, marketing et commercial le déploiement de ses marques en Asie.

Une première étape de ce développement est la reprise de la distribution des marques Phyto et Lierac sur le marché de Hong-Kong. Pour ce faire, un accord a été conclu avec le distributeur local qui a perçu une indemnité de résiliation de 1 million d'euros. Une filiale de distribution, Ales group HK, a été créée pour reprise de la distribution à partir de mi 2012. Les 2 filiales Ales group Asia et Ales group HK sont dotées d'un capital de 10 000 HKD.

Le groupe a poursuivi en 2011 le renforcement des structures financières de ses filiales de distribution internationales. Le capital de Ales Group USA et celui de Ales groupe Hellas ont été augmentés par incorporation de comptes courants respectivement de 5 millions USD et de 2,2 millions d'euros.

Faisant suite à l'Assemblée Générale du 19 octobre 2010 ayant autorisé le Conseil d'Administration à procéder à des attributions gratuites d'actions au bénéfice de ses dirigeants et de ses salariés, et en vue de mobiliser et de motiver l'équipe dirigeante autour du projet de développement, le Conseil d'Administration du 8 Novembre 2010 a décidé l'attribution de 205 000 actions nouvelles à émettre par la société au bénéfice de certains dirigeants et salariés. L'attribution définitive de ces actions sera soumise à une période d'acquisition de deux ans, courant jusqu'au 8 Novembre 2012, et à une condition de présence dans la société à cette date. Une fois définitivement attribuées, les actions seront indisponibles pendant deux ans. Par ailleurs, le Conseil d'Administration a aussi autorisé l'attribution additionnelle de 400 000 actions par tranches annuelles de 100 000, puis 50 000 de 2012 à 2018, avec une condition de présence et de performance fondée sur l'atteinte d'un chiffre d'affaires consolidé. La société a fait procéder à l'évaluation de la charge correspondante par un cabinet d'actuaire. Il en résulte une charge de 1 619 milliers d'euros au titre de l'exercice 2011 enregistrée en frais de personnel dans les « frais généraux et administratifs ».

Hormis les changements de méthodes tels que décrits au paragraphe 3.3 ci-après liés aux nouvelles normes applicables ou aux changements de normes, il n'y a pas eu d'autres événements comptables au cours de l'exercice 2011 susceptible d'influer sur la présentation des comptes.

Événements Postérieurs à la clôture des comptes

Le Groupe n'a pas identifié d'événement postérieur à la clôture pouvant avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice 2011.

2 - INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE ET AUX MÉTHODES DE CONSOLIDATION

2.1 - Périmètre de consolidation

L'ensemble des sociétés placées sous le contrôle direct ou indirect du Groupe ALES GROUPE est inclus dans le périmètre de consolidation.

Comme indiqué précédemment, Le groupe a pris la décision de créer deux filiales localisées à Hong-Kong. Ces nouvelles filiales, détenues à 100 %, sont intégrées dans le périmètre de consolidation.

La participation dans la société Executive Development, qui gère des salons de coiffure en direct ou sous franchise est inférieure à 20 % et le Groupe n'exerce aucun contrôle opérationnel de cette société ; en conséquence, cette participation n'est pas consolidée.

2.2 - Méthodes de consolidation

Les sociétés détenues directement ou indirectement à 40% ou plus, et dont le groupe a le contrôle, sont consolidées par intégration globale.

2.3 - Liste des sociétés consolidées

La liste des sociétés consolidées figure en annexe.

2.4 - Date de clôture

L'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôture ses comptes au 31 décembre.

3 - PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

3.1 - Principes généraux d'évaluation des comptes

a - Principes généraux

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés du Groupe ALES GROUPE ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière IFRS et aux interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

Les normes IFRS ont été appliquées avec effet rétrospectif au 1^{er} janvier 2004, y compris les normes IAS 32 et IAS 39, à l'exception d'une exemption prévue par la norme IFRS 1 sur la première application des normes IFRS : évaluation à la juste valeur au 1^{er} janvier 2004 de certains terrains et

constructions, celles-ci constituant le coût historique par convention. L'impact définitif du passage au référentiel IFRS a fait l'objet d'une description détaillée dans l'annexe aux états financiers au 31 décembre 2005.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 décembre 2010, à l'exception des changements de méthodes décrits ci-après.

Nouvelles normes et interprétations applicables ou appliquées à compter du 1^{er} janvier 2011

Le groupe a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivantes à compter de l'ouverture de l'exercice 2011 :

- IAS 24 – Informations relatives aux parties liées (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2011).
- Amendement IAS 32 – Classement des émissions de droits (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} février 2010).

L'application de ces nouvelles normes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Améliorations annuelles des normes IFRS, publiées par l'IASB le 6 mai 2010, entrant en vigueur au titre des périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2011

- IFRS 3 – Regroupement d'entreprises ;
- IAS 1 – Présentations des états financiers ;
- IAS 27 – Etats financiers consolidés et individuels ;
- IAS 34 – Information financières intermédiaires ;
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation de la clientèle ;
- IFRIC 14 « IAS 19 – le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction » - Paiements anticipés en cas de financement minimal.

Ces améliorations publiées par l'IASB n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

Textes adoptés par l'Union Européenne à la date de clôture

- Amendements IFRS 7 – Informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011)
- Amendement IAS 1- Présentation des postes des autres éléments du résultat global (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter de 1^{er} juillet 2012)

L'application de ces textes sur 2012 ne devrait pas avoir d'impacts significatifs sur les comptes du Groupe.

Textes non adoptés par l'Union Européenne à la date de clôture

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union Européenne, les normes applicables à compter du 1^{er} janvier

2013 (excepté pour les amendements IAS12 et IAS 1), présentées ci-dessous, et dont les effets sur les comptes du Groupe sont en cours d'analyse, sont les suivantes :

- Amendement IAS 12- Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2012)
- IFRS 9 Instruments financiers
- IFRS 10 – Etats financiers
- IFRS 11 – Partenariats
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres sociétés
- IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur
- Amendement IAS 28 – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- Amendement IAS 19 – Régime à prestations définies.

b - Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés requiert de la part de la Direction du Groupe l'utilisation d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'impacter les montants qui figurent dans ces états financiers et annexes. Ces estimations sont fondées sur le jugement et les informations disponibles à la date d'établissement des comptes. Les résultats définitifs des opérations pour lesquels la Direction a eu recours à des estimations pourront s'avérer différents des estimations notamment sur la détermination des provisions pour risques et charges et les tests de dépréciation sur les actifs incorporels.

Les postes concernés s'élèvent au 31 décembre 2011 à 7,6 millions d'euros pour les provisions pour risques et charges (cf note 4.21) et à 50 millions d'euros net pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles non amortissables (cf notes 4 .01 et 4.02).

c - Instruments financiers (IAS 32 et IAS 39)

• Classification des actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les titres de placement sont enregistrés en "Actifs financiers disponibles à la vente". Néanmoins, les parts d'OPCVM de trésorerie et des placements mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts sont compris dans la trésorerie.

Les "Actifs Financiers disponibles à la vente" sont valorisés à leur juste valeur et les gains et pertes latents sont directement enregistrés en capitaux propres sur la ligne "juste valeur par situation nette". Si la perte latente est représentative d'une baisse durable, cette perte est comptabilisée en résultat. Les titres de participation correspondant à des titres non cotés sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable et en l'absence d'indice de dépréciation.

• **Comptabilité de couverture**

La comptabilité de couverture est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place.
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée par des tests prospectifs et rétrospectifs.

Dés lors que le principe de la comptabilité de couverture est applicable, les instruments financiers sont enregistrés comme suit :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture dans la mesure de leur efficacité. Cette règle est notamment appliquée aux instruments financiers de couverture des créances clients en devises.

En dépit de l'amendement d'IAS 39 sur les transactions intra-groupes qui rend possible l'application de la comptabilité de couverture pour les opérations visant à couvrir des transactions intra-groupes hautement probables, le Groupe continue d'exclure de la comptabilité de couverture les couvertures de flux de trésorerie se rapportant à des flux intragroupes. Cette règle est notamment appliquée pour l'enregistrement des variations de valeur des instruments de couverture des prévisions de facturations intragroupes en devises.

- pour les couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en capitaux propres, la variation de valeur de la part inefficace étant comptabilisée en produits et charges financiers. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts. Cette règle est notamment appliquée aux couvertures de taux sur emprunts. Enfin, la variation de valeur des instruments financiers non éligibles à la comptabilité de couverture est enregistrée au compte de résultat.

d - Frais de recherche et développement (IAS 38)

La norme IAS 38 impose de comptabiliser les frais de développement et les brevets créés en interne à l'actif au cas où la société concernée remplirait six conditions cumulatives énoncées par la norme.

Le Groupe ne remplit pas cumulativement ces conditions et enregistre directement en charge ses frais de recherche et développement.

3.2 - Présentation des comptes

a - Présentation du bilan

L'application de la norme IAS 1 "Présentation des états Financiers" rend obligatoire la présentation du bilan selon un classement entre éléments courants et non courants.

Les actifs et passifs relatifs au cycle d'exploitation ainsi que les éléments dont l'échéance est inférieure à 12 mois sont présentés dans les éléments courants.

b - Présentation du Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction. Cette présentation est celle couramment adoptée dans le secteur de la cosmétique et facilite l'élaboration de l'information sectorielle requise par IFRS 8.

Les principaux agrégats du compte de résultat sont les suivants :

Chiffre d'affaires net (ou produit des activités ordinaires)

Il correspond aux ventes de produits et de prestations déduction faite des ristournes et remises y compris les remises de fin d'année, et après prise en compte de la variation des provisions pour retours.

Coût des produits vendus

Il correspond à la somme des achats, frais sur achats, frais de production, de recherche et développement, de logistique, ainsi que les redevances dues à des tiers, au titre des prestations et produits livrés aux clients. Les échantillons et articles promotionnels livrés aux clients sont considérés par le groupe comme un complément du prix de revient et inclus à ce titre dans le coût des produits vendus.

Frais marketing et commerciaux

Ce poste inclut l'ensemble des frais marketing et de formation alloués au développement des marques, les frais des forces de vente et des services commerciaux support.

Frais généraux et administratifs

Ce poste inclut les frais d'administration générale de services généraux et de siège, les frais informatiques autres que ceux dédiés à la production et à la logistique, et les frais immobiliers autres que ceux dédiés à la production et à la logistique.

Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles

Ils incluent les plus ou moins values de cession, les dépréciations des actifs incorporels et écarts d'acquisition ainsi que les revenus et charges non récurrents relevant de l'exploitation qui enregistrent les effets des événements majeurs intervenus pendant la période comptable qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise. Il s'agit de produits et charges en nombre limité, inhabituels, anormaux ou peu fréquents et de montants significatifs.

Résultat Financier

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier net, les autres produits et charges financiers et le résultat de change.

- **Le coût de l'endettement financier net** inclut, d'une part les charges d'intérêt sur emprunt et opérations de couverture ainsi que la variation de valeur des instruments de couverture afférant à ces emprunts portée en résultat, et d'autre part les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie.

- **Les autres produits et charges financiers** incluent les dividendes reçus et plus et moins values de cession de titres non consolidés, les produits sur prêts, les commissions bancaires, les autres frais et produits financiers divers.

- **Le résultat de change** inclut l'ensemble des profits et pertes de change y compris les variations de juste valeur des instruments de couverture de change portées en résultat.

Résultat des activités arrêtées

Cette rubrique comprend les plus et moins values de cession et les résultats de la période des activités arrêtées.

Conformément à la norme IFRS 5, une activité arrêtée serait classée dans cette rubrique dès lors qu'elle constituerait une ligne d'activité ou une zone géographique distincte pour le Groupe.

c - Présentation du tableau de flux

Le choix de la présentation du tableau de flux est la méthode indirecte qui part du résultat net avant impôt.

Les intérêts sont classés en flux de trésorerie opérationnelle comme le permet la norme IAS 7.

d - Présentation de l'information sectorielle

Le Groupe a mis en oeuvre la norme IFRS 8. Les modalités de présentation des secteurs opérationnels retenus par le Groupe sont présentées au paragraphe 4.51

3.3 - Changements de méthodes

Dans le cadre de l'implantation des nouvelles lignes de produits, le Groupe a développé un nouveau matériel de présentation des produits qui est installé dans les principaux points de vente. Ce mobilier est immobilisé et amorti sur une durée de 3 ans. A ce titre, le groupe a inscrit en immobilisation en 2011 un montant de 1 226 milliers d'euros qui a été amorti à hauteur de 286 milliers d'euros.

3.4 - Corrections antérieures

Le Groupe a constaté une erreur dans la méthode de calcul des provisions sur stock de la filiale Américaine. L'impact cumulatif de cette erreur, non imputable à un exercice identifié, a été enregistré au débit des capitaux propres pour un montant de 315 milliers d'euros net d'impôt différé, conformément à la norme IAS 8.

Des erreurs diverses, individuellement non significatives impactent également négativement les capitaux propres, part du groupe, pour 68 milliers d'euros.

4 - NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

4.1 - Notes sur l'actif consolidé

4.00 - Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères ont été convertis en euros, selon la méthode du taux de clôture. Les comptes de résultat des mêmes sociétés sont convertis aux taux moyens de l'exercice. Les écarts de conversion sont inscrits sur une ligne spécifique dans les capitaux propres.

Les cours retenus sont les suivants :

Devises	Taux de clôture 31.12.11	Taux moyen de l'exercice	Taux d'ouverture 01.01.10
USD	1,2939	1,3987	1,3362
GBP	0,8353	0,8679	0,8607
CAD	1,3215	1,3760	1,3322
PLN	4,4580	4,1186	3,9750
CHF	1,2157	1,2339	1,2504
HKD	10,4436	10,8376	-

Analyse de la variation de l'écart de conversion

En Milliers d'Euros	31/12/11	31/12/10	Variation
Ales Group Inc	-134	- 444	310
Ales Group UK	43	20	23
Ales Group Canada	250	242	8
Ales groupe Polska	- 91	- 27	- 64
Ales groupe Suisse	170	148	22
Autres Filiales	- 34	- 39	5
Total part du Groupe	204	- 100	304
Ales Group Inc	2	2	-
Ales Group Canada	-	-	-
Autres filiales	-	-29	29
Total part des minoritaires	2	- 27	29

4.01 - Ecart d'acquisition

Détermination des écarts

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût des titres des sociétés consolidées sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Conformément à IAS 36, les écarts d'acquisition ainsi que les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation ("impairments tests") au moins une fois par an à la clôture de l'exercice compte tenu du caractère significatif du dernier trimestre dans la saisonnalité de l'activité. Néanmoins, si des indices significatifs de perte de valeur apparaissent en cours d'exercice, le Groupe procéderait à une dépréciation de l'actif concerné dès l'arrêt des comptes.

Toute dépréciation constatée sur un écart d'acquisition est irréversible.

Détermination des indices de pertes de valeur

Les indices de perte de valeur utilisés dans le groupe dépendent de la nature des actifs :

- Pour les actifs incorporels et notamment les marques : évolution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant générés par l'actif en retrait significatif par rapport au budget et au plan opérationnel prévu en début d'exercice.
- Pour les actifs immobiliers non industriels : évolution négative du marché d'actifs comparables pouvant conduire à une valeur de réalisation inférieure à la valeur nette comptable.
- Pour les actifs industriels et autres actifs corporels : arrêt d'exploitation de l'actif.

Détermination des U.G.T.

Les "impairments tests" s'appuient sur des regroupements d'unités génératrices de trésorerie appréciées au niveau des marques. Ils consistent à comparer la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, celle-ci étant la plus élevée du prix de vente net et de la valeur d'utilité (valeur actualisée des flux de trésorerie futurs), dans la mesure où ces deux valeurs peuvent être approchées.

Pour chaque unité génératrice de trésorerie, le flux de trésorerie correspond à la somme du résultat opérationnel avant impôt, des dotations nettes aux amortissements et aux provisions, des investissements nets et de la variation du besoin en fonds de roulement avant impôts. Ces flux de trésorerie sont estimés sur la base de budgets établis sur 5 ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux de croissance constant de 1,5%, et actualisés. La valeur terminale est déterminée sur la base du dernier flux extrapolé.

Le taux d'actualisation est un taux avant impôt qui correspond au taux de l'OAT 10 ans à la date du calcul (soit 3,17 % au 31 décembre 2011) majoré d'une prime de risque (soit 6 %) soit un taux d'actualisation de 9,17 %. Par prudence, afin de maximiser le risque, ce taux est volontairement supérieur au coût des fonds propres du groupe calculé à partir d'une prime moyenne de risque sur le marché actions généralement constatée au 31/12/2011 de 8,55 %.

Les taux de croissance utilisés pour les projections de flux de trésorerie reflètent la disparité des progressions attendues par activité.

La variation des taux de +/- 0,5 % du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini ne modifie pas la valeur recouvrable au point de la rendre inférieure à la valeur comptable.

Le Groupe recourt ponctuellement à des expertises externes afin de conforter ses propres évaluations.

Variation des écarts d'acquisitions

En Milliers d'Euros	31/12/10	Variation	31/12/11
Ecarts d'acquisitions			
Impôts différés attachés aux marques			
Brut	18 017	0	18 017
Impairment	- 4 576	0	- 4 576
Net	13 441	0	13 441
Ecarts d'acquisition autres			
	3 599	0	3 599
Total Net	17 040	0	17 040

Lors de la mise en application des normes IFRS, et pour l'établissement de son bilan d'ouverture, le Groupe avait opté pour l'application rétrospective de ses regroupements d'entreprise antérieurs au 1^{er} janvier 2004.

En application d'IAS 12, les impôts différés passifs antérieurement non comptabilisés en principes français au titre des différences temporaires relatives à des marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise et non cessibles séparément de l'entreprise acquise, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture IFRS au 01-01-04. Dans le cadre de l'application rétrospective de IFRS 3, l'impact de cet ajustement d'impôts différés passifs a été inscrit en écart d'acquisition pour un montant de 18 017 milliers d'euros.

L'impôt différé relatif à la marque CARON pour 4 576 milliers d'euros a été totalement déprécié.

Ainsi, le poste comprend essentiellement les impôts différés attachés aux marques pour un montant net de 13 441 milliers d'euros.

Les autres écarts d'acquisition proviennent d'écarts antérieurement constatés sur la société Ducastel (1 495 milliers d'euros), sur la filiale Ales groupe GmbH (1 037 milliers d'euros), et au reclassement en écart d'acquisition de l'écart de première consolidation sur Ducastel antérieurement affecté au fonds de commerce (1 067 milliers d'euros).

Le reporting interne permet de tester ces "autres écarts d'acquisitions" au niveau de l'UGT Ducastel.

4.02 - Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles non amortissables

Elles sont essentiellement constituées par les valeurs affectées aux marques détenues par le Groupe ainsi qu'aux droits aux baux.

Conformément à IAS 36, les immobilisations incorporelles font l'objet d'une dépréciation dès lors que les "impairments tests" font apparaître une perte de valeur (Cf 4.01)

Pour les marques PHYTO et LIERAC, le groupe a déterminé la valeur recouvrable à partir de la valeur d'utilité basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des U.G.T.

Pour la marque CARON, le groupe a reconduit la méthode d'évaluation fondée sur les redevances implicites appliquées lors des exercices précédents, par un expert indépendant.

Les redevances implicites sont calculées à partir d'un taux de redevance de 6 %, communément utilisé dans le secteur Luxe-Parfums et actualisées à 8 % sur 10 ans.

Au 31/12/2011 les impairments tests ne font pas apparaître de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles et les écarts d'acquisitions.

Les droits aux baux des boutiques situées avenue Montaigne et rue du Faubourg Saint Honoré sont inscrits en immobilisations incorporelles conformément à la norme IAS 38. Le Groupe ne les amortit pas compte tenu de l'existence d'un réel marché actif.

Immobilisations incorporelles amortissables

Les immobilisations incorporelles amortissables sont constituées essentiellement de :

- Logiciels amortis sur une durée de 1 à 5 ans.
- Frais de dépôts sur marques acquises amortis sur la durée du dépôt.

Les frais de recherche et développement sont intégralement passés en charges ainsi que les frais relatifs à la propriété industrielle développée en interne par le groupe.

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit (montants en milliers d'Euros) :

Variation des Immobilisations Incorporelles

	31/12/10	Augmentation	Diminution	31/12/11
Marques				
Brut	44 538	667		45 205
Impairment	- 13 136			- 13 136
Net	31 402	667		32 069
Droits au Bail				
Brut	995		- 120	875
Depreciation	- 120		120	
Net	875		-	875
Brut total	45 533	667	- 120	46 080
Impairment total	- 13 256		120	- 13 136
Net total	32 277	667	-	32 944
Logiciels et autres immobilisations				
Brut	4 651	414	- 398	4 667
Amortissements	- 3 587	- 426	173	- 3 840
Net	1 064	- 12	- 225	827
Total Immobilisations Incorporelles				
Brut	50 184	1 081	- 518	50 747
Impairment/ Amortissement	- 16 842	- 426	293	- 16 975
Net	33 342	655	- 225	33 772

4.03 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles.

Lors de la première application des normes IFRS, le Groupe a opté pour la réévaluation de certaines immobilisations comme décrit au paragraphe 3-1 a, les justes valeurs devenant ainsi le coût historique par convention.

Les autres immobilisations ont été conservées à leur coût d'entrée historique.

Le groupe applique la méthode de comptabilisation des immobilisations par composants.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations et sont calculés en fonction des durées d'utilisation estimées des biens, ces dernières pouvant être adaptées en fonction du degré d'utilisation des biens.

Aucune valeur résiduelle n'a été retenue en l'absence d'élément permettant de les déterminer de façon fiable.

Les durées d'amortissement en mode linéaire retenues par le groupe sont les suivantes :

Types d'immobilisations Corporelles	Durées
Immeubles à usage de bureau	50 ans
Constructions et aménagements :	
- Gros Œuvre	30 ans
- Clos/Couverts	30 ans
- Lots techniques	20 ans
- Second Œuvre	10 ans
Installations techniques	10 ans
Matériels techniques	5 à 10 ans
Autres Immobilisations Corporelles	5 à 10 ans
Mobilier commercial	3 ans

Location financement

Les biens utilisés par le groupe dans le cadre d'un contrat de location financement sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt.

En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles incorporent les montants financés à l'origine par le bailleur en contrepartie d'un emprunt inscrit au passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit (montants en milliers d'Euros) :

Variation des Immobilisations Corporelles

	31/12/10	Augmentation	Diminution	31/12/11
VALEURS BRUTES				
Terrains	2 055			2 055
Terrains en Crédit-bail	1 279			1 279
Constructions	20 523	173	- 214	20 482
Constructions en Crédit-bail	10 380			10 380
Installations techniques matériel/outillage	13 344	1 634	- 194	14 783
Autres immobilisations corporelles (1)	9 193	1 904	- 494	10 603
En Cours, avances et acomptes	125	248	- 48	326
TOTAL	56 899	3 959	- 949	59 908
AMORTISSEMENTS				
Terrains	73			73
Terrains en Crédit-bail				
Constructions	13 142	932	- 172	13 902
Constructions en Crédit-bail	5 061	362		5 422
Installations techniques matériel/outillage	11 066	1 060	- 103	12 023
Autres immobilisations corporelles (2)	7 145	932	- 428	7 649
En Cours, avances et acomptes				
TOTAL	36 488	3 286	- 704	39 070
VALEURS NETTES				
Terrains	1 980			1 980
Terrains en Crédit-bail	1 279			1 279
Constructions	7 382	- 760	- 42	6 580
Constructions en Crédit-bail	5 319	- 362		4 957
Installations techniques matériel/outillage	2 277	573	- 91	2 760
Autres immobilisations corporelles	2 047	972	- 65	2 954
En Cours, avances et acomptes	126	248	- 48	326
TOTAL	20 411	672	- 245	20 838

(1) dont 1 226 milliers d'euros au titre du mobilier de présentation des produits.

(2) dont 286 milliers d'euros au titre de l'amortissement du mobilier de présentation des produits.

Les principaux investissements 2011, autres que le mobilier de présentation des produits concernent l'aménagement et l'équipement des sites industriels ainsi que l'aménagement de locaux commerciaux.

4.04 - Actifs financiers disponibles à la vente

Ils sont essentiellement constitués par la participation dans la société Executive Development soit 119 milliers d'euros

laquelle a été dépréciée pour 117 milliers d'euros compte tenu de la valeur probable de réalisation de cet actif.

4.05 - Autres Actifs financiers non courants

Ils comprennent divers prêts et dépôts et cautionnements versés ainsi que les avances en compte courant à la société Executive Development pour 164 milliers d'euros lesquelles sont intégralement provisionnées.

4.06 - Impôts Différés Actifs

Ils proviennent des impôts différés constatés au titre des filiales étrangères dès lors que celles-ci présentent une rentabilité durablement positive et/ou que le calendrier de consommation de ces impôts peut s'effectuer dans un délai raisonnable.

Ils se répartissent comme suit :

En Milliers d'Euros	31/12/11	31/12/10	Variation
Ales groupe USA	911	842	69
Ales groupe Italie	500	766	- 266
Ales groupe Portugal	-	23	- 23
TOTAL	1 411	1 631	- 220

Le groupe dispose 5 257 K€ de déficits reportables

Les échéances de ces déficits se situent majoritairement au-delà de 2016.

4.07 - Stocks

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Prix Moyen Pondéré

Les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation dès lors que la valeur probable de réalisation devient inférieure au prix de revient. Il s'agit essentiellement de produits dont la péremption devient probable ou de produits dont la commercialisation est arrêtée ou décidée.

Les stocks s'analysent comme suit :

	en Milliers d'Euros				
	Valeur brute 31/12/11	Dépréciation 31/12/11	Valeur nette 31/12/11	Valeur nette 31/12/10	Variation
Matières premières et composants	12 233	- 1 398	10 835	10 280	555
En cours	1 104	- 264	840	725	115
Produits finis	18 600	- 1 517	17 083	12 576	4 507
TOTAL	31 937	- 3 179	28 758	23 581	5 177

Au 31 12 2011, les dotations aux dépréciations des stocks s'élèvent à 790 milliers d'euros et les reprises à 493 milliers d'euros.

La méthode de valorisation utilisée par le groupe exclut tout risque de surévaluation des stocks du à la sous activité industrielle.

4.08 - Créances courantes

Les créances courantes s'analysent comme suit en Millions d'Euros

	Valeur brute 31/12/11	Dépréciation 31/12/11	Valeur nette 31/12/11	Valeur nette 31/12/10	Variation
Créances Clients	52 983	- 1 881	51 102	41 970	9 132
Impôts courants actifs (1)	906		906	1 290	- 384
Autres créances courantes (2)	5 939		5 939	5 692	247
Charges Constatées d'avance	1 111		1 111	1 308	- 197
Autres Actifs Financiers Courants (3)	2 511		2 511	1 418	1 093
TOTAL	63 450	- 1 881	61 569	51 678	9 891

(1) Ce poste est composé essentiellement des acomptes d'impôt versés par des filiales dont la filiale Italienne pour 779 milliers d'euros.

(2) Les autres créances courantes incluent les créances sur l'Etat au titre de la TVA pour 4 693 milliers d'euros

(3) Les autres actifs financiers courants correspondent à hauteur de 2 503 milliers d'euros à des créances clients encaissées mais non encore disponibles sur le marché allemand.

4.09 - Instruments dérivés actifs

Néant au 31 décembre 2011.

4.10 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste regroupe les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

L'essentiel des parts d'OPCVM au 31 décembre 2011 provient de la société mère, leur coût historique correspond à la juste valeur, compte tenu de la cession puis du rachat au 31/12/2011 du portefeuille.

Les découverts bancaires sont inclus dans le poste « Emprunts et dettes financières - part à moins d'un an ».

4.11 - Actifs relevant d'activités arrêtées

Néant au 31 décembre 2011.

4.12 - Opérations en devises et risque de change

Le groupe facture ses filiales étrangères hors zone euro dans leur devise. Ces facturations sont couvertes systématiquement par des ventes à terme.

De plus, les budgets de vente à ces filiales sont couverts par des options dès lors qu'ils représentent un risque jugé significatif. Au 31 décembre 2011, le budget de ventes jusqu'au 30 septembre 2012 est couvert à hauteur de 4 500 000 USD par des tunnels dont les limites sont les suivantes :

- 1 500 000 USD : 1,40/1,1580 échéance 31/03/12
- 1 500 000 USD : 1,39/1,1465 échéance 30/06/12
- 1 500 000 USD : 1,40/1,18 échéance 30/09/12

Le groupe accorde également des prêts à court terme en devises à certaines filiales de distribution. Ces prêts sont couverts par des opérations à terme

Les instruments de couverture de change sont valorisés et présentés conformément aux normes IAS 32/39. L'application de ces règles au groupe est décrite au § 3.1 c.

Les instruments de couverture sur les prévisions de facturation en devises portant sur des flux inter compagnies, la variation de leur valorisation a été intégralement portée en résultat.

Position de change au 31 décembre 2011 (hors ajustements de fin d'année en application des conventions de prix de transfert):

	Montants en milliers de devises				
	USD	CAD	PLN	CHF	GBP
Actifs en devises	3 922	1 286	878	61	511
Passifs en devises					
Position Nette avant gestion	3 922	1 286	878	61	511
Position de couverture	- 3 932	- 130	- 150	- 30	- 493
Position Nette après gestion	- 10	1 156	728	31	18

Comme précédemment indiqué, le risque principal concerne l'USD. La facturation à la filiale ALES GROUPE INC est estimée à 7000 milliers d'USD par an. Le cours moyen constaté en 2011 est de 1,3921.

Sur la base des couvertures existant au 31 décembre 2011, une variation de plus ou moins 10 % de l'USD par rapport à ce cours moyen aurait les effets suivants sur la marge consolidée :

	Montants en milliers d'euros	
	Cours moyen USD 2012	Effet sur la marge
	1,5313	- 369
	1,2529	+ 974

Les filiales étrangères facturent la totalité de leurs clients en devise locale.

Les chiffres d'affaires réalisés localement au 31/12/2011 sont les suivants :

	Montants en milliers de devises	
	Montants	Devise
USA	20 434	USD
Allemagne	11 626	Euro
Italie	35 144	Euro
Belgique	3 757	Euro
Angleterre	1 177	GBP
Canada	4 644	CAD
Espagne	4 224	Euro
Pologne	9 835	PLN
Suisse	1 317	CHF
Grèce	4 268	Euro
Portugal	6 516	Euro

4.2 - Notes sur le passif consolidé

4.21 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit :

	Montants en Milliers d'Euros		
	31/12/11	31/12/10	Variation
Provisions pour litiges et charges diverses (1)	2 018	2 024	- 6
Provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail (2)	4 592	3 725	867
Provision pour réorganisation des gammes de produits (3)	987	3 016	- 2 029
TOTAL	7 597	8 765	- 1 168

(1) Ces provisions concernent des résiliations de contrats avec des agents sur le marché Italien pour 1 100 milliers d'euros, des litiges prud'homaux pour 245 milliers d'euros, des provisions pour loyer différé aux USA pour 321 milliers d'euros et divers risques et litiges sans incidence majeure.

(2) Provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail.

Il existe dans le Groupe des régimes de retraite créant des engagements différés en France et en Italie.

Le montant des indemnités de fin de carrière incluant les médailles du travail a été évalué au 31/12/11 à 4 167 milliers d'Euros pour les sociétés françaises et 395 milliers d'euros pour la filiale Italienne contre 3 387 et 338 milliers d'Euros au 31/12/10.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses salariés en matière de retraite et de médailles du travail.

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant la période de travail des salariés font l'objet d'une provision évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise et est actualisée.

Compte tenu des dispositions de la convention collective, le calcul des engagements pour indemnités de retraite prend en compte, pour chaque employé, les éléments suivants :

- le salaire
- l'ancienneté
- des catégories d'âge conformes aux normes du secteur d'activité
- une probabilité de départ à l'âge de 65 ans
- un taux de rotation par catégorie d'âge
- un taux annuel moyen d'évolution des salaires
- un taux d'actualisation

Pour la clôture des comptes au 31 décembre 2011, les paramètres suivants ont été utilisés :

Taux d'actualisation : 4,60% (taux de rendement des obligations de première catégorie : iBoxx € Corporates AA 10+). Au 31 décembre 2010, le groupe avait utilisé un taux d'actualisation de 4,68 %.

Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 1,50 %

Les tables de mortalité et de turn over sont celles de l'INSEE et de l'INED.

Enfin, les provisions pour indemnités de retraite des sociétés Françaises sont calculées charges sociales incluses avant impôt différé.

Aucun autre engagement, et notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants, des organes d'administration, de direction ou de surveillance.

(3) En 2010, le Groupe a pris la décision d'opérer une refonte des gammes de produits des marques Phyto et Liérac : simplification des lignes de produits, changement des packagings, adjonction de nouvelles références. Ces changements décidés au 2ème semestre 2010 et validés par le Conseil d'Administration du 29 décembre 2010 ont été mis en œuvre en France et dans les filiales Européennes progressivement au cours de l'exercice 2011. Les charges exceptionnelles liées aux reprises de produits supprimés, en excédent des retours normalement constatés à chaque clôture, et les frais de repackaging des produits repris sur les points de vente mais maintenus dans l'offre commerciale ont été enregistrés dans les « autres produits et charges » compte tenu de leur ampleur et de leur caractère non récurrent. Au 31 décembre 2011, les risques subsistant au titre des retours et de l'obsolescence des anciennes lignes de produits ont donné lieu à une provision pour charge de 987 milliers d'euros.

4.22 - Dettes financières et risques sur endettement

Le montant des Dettes Financières ventilé par échéance s'analyse comme suit :

en Milliers d'Euros

	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total à plus d'1 an 31.12.11	Total 31.12.11	Total 31.12.10
Emprunts Bancaires à Moyen Terme	9 037	21 185	600	21 785	30 822	27 513
Crédit baux	81			-	81	915
Emprunts Bancaires à Court Terme et intérêts courus sur emprunts	125				125	136
Banques créditrices et Intérêts courus	1 410				1 410	1 031
Participation et autres emprunts	380	2 253		2 253	2 633	2 566
TOTAL	11 033	23 438	600	24 038	35 071	32 161

Dettes Financières assorties de Covenants

Un certain nombre de lignes de crédit bancaires sont assorties de covenants

Milliers d'Euros

Montant à l'origine	Capital restant dû	Échéance Finale	Descriptif des covenants
3 000,0	320,0	02/04/12	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 1
5 000,0	1 250,0	01/02/13	Dettes MLT + crédit baux/CAF consolidée < 5 Dettes MLT + crédit baux/Fonds propres consolidés < 1
5 000,0	1 500,0	01/04/13	Dettes Financière Nette Consolidée/Ebitda Consolidé ≤ 3 Dettes Financière Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés ≤ 1
3 000,0	1 386,9	03/03/14	Dettes Financière Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Financière Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 1
5 000,0	3 500,0	15/04/15	Dettes Financière Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Financière Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 1
4 500,0	3 375,0	01/09/15	Dettes Financière Nette Consolidée/Ebitda Consolidé ≤ 3 Dettes Financière Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés ≤ 1
7 000,0	5 997,5	03/01/16	Dettes Financière Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Financière Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 1
4 000,0	3 800,0	01/09/16	Dettes Financière Nette Consolidée/EBE Consolidé < 3 Dettes Financière Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés < 1

Dettes couvertes par des sûretés

	en Milliers d'Euros
Privilège de prêteur de deniers 1 ^{er} rang	256
Caution	1 437
Dépôt de garantie	150
Total	1 843

Couverture du risque de taux

A l'exception de deux emprunts à taux fixe, dont le capital restant dû est respectivement de 255 milliers d'euros et de 3 millions d'euros, les intérêts de la totalité des crédits bancaires et des crédits baux sont indexés sur une référence variable Euribor.

Antérieurement à 2011, le groupe a mis en place des couvertures du risque de taux pour certaines des lignes de crédit moyen terme en cours au 31/12/11. Les lignes de crédit concernées par les opérations de couverture sont les suivantes :

Concernant l'emprunt de 5 millions d'euros du 15 avril 2010 au 15 avril 2015 indexé sur l'euribor 3 mois, pour la période du 15 octobre 2010 au 15 avril 2015, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 M et paye un taux fixe de 1.56% sur la période.

Concernant l'emprunt de 3 millions d'euros du 3 juin 2009 au 3 mars 2014 indexé sur l'euribor 3 mois, pour la période du 1^{er} juin 2010 au 1^{er} mars 2014, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 1.69% sur la période.

Concernant l'emprunt de 4 millions d'euros du 1^{er} avril 2009 au 1^{er} avril 2014 indexé sur l'euribor 3 mois, pour la période du 1^{er} avril 2010 au 1^{er} avril 2014, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 1.655% sur la période.

Concernant l'emprunt de 4 millions d'euros du 1 juillet 2010 au 1^{er} juillet 2015 indexé sur l'euribor 3 mois, pour la période du 3 janvier 2011 au 1^{er} juillet 2015, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 1.52% sur la période.

En 2011, le groupe a mis en place des couvertures du risque de taux pour certaines des lignes de crédit moyen souscrites au cours de l'exercice. Les lignes de crédit concernées par les opérations de couverture sont les suivantes :

Concernant l'emprunt de 7 millions d'euros du 3 janvier 2011 au 3 janvier 2016 indexé sur l'euribor 3 mois

- A hauteur de 3,5 millions d'euros pour la période du 3 avril 2011 au 3 janvier 2016, une couverture a été mise en place à savoir un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 2,37 % sur la période.

- A hauteur de 3,5 millions d'euros pour la période du 3 octobre 2011 au 3 janvier 2016, une couverture a été mise en place à savoir un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 1,60 % sur la période.

Les autres lignes de crédit ne font pas l'objet d'opérations de couverture de taux.

Les instruments de couverture de taux sont valorisés et présentés conformément aux normes IAS 32/39.

Au 31 décembre 2011, la valorisation des instruments de couverture de taux est inscrite sur la ligne Instruments dérivés passifs - non courant pour 176,4 milliers d'euros.

Au 31/12/2011 sur la base de l'endettement net et des couvertures existantes, une variation de l'euribor 3 mois aurait les effets suivants sur le résultat financier

Evolution euribor 3 mois	Résultat financier
+ 100 bp	78
- 100 bp	- 78

4.23 - Engagements hors bilan

La société Ales groupe SA s'est portée caution en faveur de sa filiale Ducastel en garantie du remboursement de lignes de crédit court terme pour 600 000 euros. Ces lignes ne sont pas utilisées au 31 décembre 2011.

Au titre de divers contrats, le groupe est engagé vis-à-vis de tiers sur des durées variables.

Les principaux engagements s'établissent comme suit (montants en milliers d'euros) :

en Milliers d'Euros

	A moins de 1 an	Entre 1 et 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Locations Immobilières	2 570	7 698	2 094	12 362
Locations de matériels	1 652	1 966		3 619
Autres engagements	555			555
Total Engagements bruts	4 777	9 665	2 094	16 536
Engagements reçus sur Locations immobilières		280		280
Total engagements nets	4 777	9 385	2 094	16 256

4.24 - Impôts différés passifs

Les impôts différés passifs au 31/12/2011 comprennent les impôts différés constatés sur la valeur nette des survaleurs affectées aux marques pour 13 911 milliers d'euros.

Le solde soit - 4 109 milliers d'euros correspond à la position nette d'impôts différés constatée sur l'ensemble des sociétés françaises intégrées fiscalement.

176,4 milliers d'euros correspondent à la valorisation au 31 décembre 2011 des instruments de couverture de taux mis en place par le Groupe.

Les instruments dérivés passifs courants soit 159,7 milliers d'euros correspondent aux instruments de couverture de change non éligible à la comptabilité de couverture.

4.25 - Instruments dérivés passifs

Les instruments dérivés passifs non courants soit

4.26 - Passifs relevant d'activités arrêtées

Néant au 31 décembre 2011.

4.3 - Notes sur le compte de résultat consolidé

4.31 - Analyse des frais opérationnels

Les frais opérationnels incluent notamment les frais par nature suivants :

en Milliers d'Euros

	31/12/11	31/12/10	Variation
Frais de personnel	59 827	53 344	6 483
Participation	511	441	70
Dotation aux amortissements des immobilisations	3 614	3 093	521
Dotation nette aux provisions sur actif circulant	682	- 535	1 217

L'augmentation des frais de personnel s'explique principalement par le renforcement des forces de vente, par la réorganisation de la direction générale et la charge des actions gratuites.

4.32 - Autres Produits et Charges opérationnels

en Milliers d'Euros

	31/12/011	31/12/10
Redressements fiscaux	0	80
Reprise provisions changement de gamme (4)	1 275	0
Crédit d'impôt recherche	446	411
Plus-value cession immobilière	15	175
Produits divers	376	597
Reprise provision droit au bail La Boétie	120	0
Reprise provision litiges prud'homaux	142	0
Reprise provision IFC	22	0
Total Autres produits opérationnels	2 396	1 263
Frais de restructuration (1)	- 1 633	- 2 188
Dotation et reprise de provisions pour IFC (2)	- 313	- 1 102
Indemnités distributeurs export (3)	- 1 203	- 550
Moins values de cession	- 206	0
Charges pour refonte des gammes de produits (4)	- 5 620	- 3013
Charges diverses	- 514	- 368
Total Autres Charges opérationnelles	- 9 489	- 7 221

(1) Le montant enregistré en 2011 correspond principalement aux charges liées à la réorganisation des équipes commerciales en France et dans certaines filiales et aux changements opérés à la direction de certains départements de la société. Comme indiqué dans les faits caractéristiques de l'exercice, ces charges non récurrentes font suite à la réorientation de la stratégie du groupe démarrée en 2010. (2) voir § 4.21 note 2. (3) En préparation de la reprise de l'activité commerciale à HongKong par la nouvelle filiale Ales groupe HK, le Groupe a résilié ses accords commerciaux avec son distributeur local. Il en résulte une charge de 1 million d'euros. De même, la réorganisation du réseau de grossistes en France de la société Laboratoire Ducastel se traduit par une charge non récurrente de 203 millions d'euros. (4) La refonte des gammes des produits Liérac et Phyto se traduit sur l'exercice 2011 par des charges exceptionnelles de 5,6 millions d'euros liées au retours des produits des anciennes gammes, à l'obsolescence des stocks de ces anciennes gammes et aux frais de repackaging et de merchandising pour implantation des nouvelles gammes dans les points de vente. Compte tenu de la reprise de provision enregistrée en 2010 pour 1,3 millions d'euros, la charge nette constatée sur l'exercice s'élève à 4,3 millions d'euros.

4.33 - Résultat financier

en Milliers d'Euros

	31/12/11	31/12/10	Variation
Frais Financiers sur emprunts moyen et long terme	- 777	- 297	- 480
Frais Financiers sur Crédit baux	- 14	- 25	11
Variation de juste valeur des couvertures de taux	- 2	7	- 9
Frais Financiers sur crédits court terme	- 5	- 6	1
Produits de cession de valeurs mobilières et autres placements	174	116	58
Coût de l'endettement financier net	- 624	- 205	- 419
Commissions et frais bancaires	- 645	- 745	100
Autres frais financiers	- 443	- 380	- 63
Produits de cession d'actifs disponibles à la vente			
Variation de juste valeur des actifs financiers			
Produits financiers divers	16	25	- 9
Autres Produits et charges financiers	- 1 072	- 1 100	28
Résultat de change courant	215	- 859	1 074
Variation de juste valeur des couvertures de change	- 406	447	- 853
Résultat de change	- 191	- 412	221
Résultat Financier	- 1 887	- 1 717	- 170

4.34 - Impôts sur les bénéficiaires

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt exigible de la période, qui inclut les droits fiscaux et crédits d'impôts effectivement utilisés au règlement de cet impôt.
- L'impôt différé, qui résulte de différences temporaires d'impositions.

Les retraitements propres à la consolidation, ainsi que les écarts entre les résultats sociaux et fiscaux ou entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs constituent des différences temporaires d'imposition.

Ces impositions différées sont traitées selon la méthode du « report variable ». Elles sont comptabilisées selon le taux d'imposition en vigueur. Les variations liées au taux sont enregistrées en résultat sauf lorsque ces variations concernent des éléments antérieurement comptabilisés en capitaux propres.

Toutes les impositions différées en résultant figurent à l'actif ou au passif du bilan. Ils sont compensés entre eux quand ils trouvent leur origine au sein d'un même groupe fiscal.

Une convention d'intégration fiscale a été signée fin 1995 entre ALES GROUPE et certaines sociétés du Groupe. Pour l'exercice 2011, l'ensemble des sociétés françaises membres du Groupe et soumises à l'impôt sur les sociétés est intégré fiscalement.

A partir de 2010, la taxe professionnelle, taxe locale incluse dans les charges opérationnelles, est remplacée par deux taxes, la cotisation foncière et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Le Groupe a choisi de maintenir la comptabilisation de ces cotisations dans les charges

opérationnelles comme précédemment et non pas en impôt sur le résultat.

Charge d'impôt	en Milliers d'Euros		
	31/12/11	31/12/10	Variation
Impôts exigibles	2 375	1 889	486
Impôts différés	- 204	- 2 250	2 046
Total Charge d'impôt	2 171	- 361	2 532

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective

	en Milliers d'Euros	
	31/12/11	31/12/10
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	2 519	- 16
Charge d'impôt théorique (*)	857	0
Impact de la charge d'actions gratuites	550	70
Impact des charges définitivement non taxables	68	65
Impact des produits non taxables (CIR)	- 151	- 136
Impact taux d'impôt différent des filiales étrangères	588	- 264
Ajustement du taux d'impôt différé	299	- 129
Divers	- 38	33
Impôt effectif	2 173	- 361
Taux d'impôt effectif	N/S	N/S

(*) 34,01 % au 31/12/11 et 33,33 % au 31/12/10 (taux interne ressortant de l'intégration fiscale)

4.35 - Résultat des activités arrêtées

Néant sur l'exercice 2011.

4.36 - Résultat par action

Le résultat consolidé – part du groupe de l'exercice 2011 s'élève à 347 423 euros.

Le résultat par action soit 0,02 euro résulte de la division de ce résultat par le nombre d'actions ordinaires existant à la clôture de l'exercice soit 14 121 291 actions.

Le résultat dilué par action soit 0,02 euro résulte de la division de ce résultat par l'addition du nombre d'actions ordinaires existant à la clôture de l'exercice soit 14 121 291 actions et du nombre d'actions attribuées par le Conseil d'Administration du 8 Novembre 2010 soit 205 000 actions.

4.4 - Notes sur le Tableau de Flux Consolidé

La variation des différentes composantes du Besoin en fonds de Roulement est présentée de façon détaillée dans le tableau de flux consolidé.

4.41 - Analyse de la trésorerie Nette

La trésorerie nette s'analyse comme suit : en Millions d'Euros

	31/12/11	31/12/10	Variation
Intérêts courus			
OPCVM non disponibles			
OPCVM disponibles (1)	13,5	19,9	- 6,4
Comptes bancaires - actif	5,0	9,2	- 4,2
Total Trésorerie Brute	18,5	29,1	- 10,6
Intérêts courus			
Lignes de crédit CT utilisées			
Comptes bancaires – passif	- 1,5	- 1,1	- 0,4
Total Trésorerie Passif	- 1,5	- 1,1	- 0,4
TRESORERIE NETTE	17,0	28,0	- 11,0

(1) Les OPCVM disponibles sont constituées de SICAV de trésorerie ou assimilés immédiatement liquides et sans risque en capital. L'horizon de placement est inférieur à 3 mois.

4.42 - Lignes de crédit non utilisées

Au 31 décembre 2011, le groupe disposait de lignes de crédit non utilisées. Elles s'analysent comme suit : en Millions d'Euros

Escompte clients	18,8
Crédits de trésorerie mobilisables sous forme de billets à ordre	2,1
Lignes de découvert	3,9
Total	24,8

a - Informations sur le compte de résultat

en Millions d'Euros

	France		Grand Export		Fil. Europe		Fil. Amérique		Non Affectés (3)		Eliminations		Consolidé	
	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10
Produits externes	80,9	70,5	21,7	24,7	70,2	59,7	18,0	17,9					190,9	173,0
Produits inter secteurs (1)	43,6	35,2									- 43,6	- 35,2		
Produits des activités ordinaires	124,5	105,7	21,7	24,7	70,2	59,7	18,0	17,9			- 43,6	- 35,2	190,9	173,0
Frais Marketing et Commerciaux	35,2	30,5	5,1	4,3	25,8	21,7	9,6	10,0					75,6	66,4
Résultat Opérationnel (2)	1,3	- 2,2	2,2	3,8	7,3	5,1	- 2,4	- 2,7	- 4,0	- 2,3			4,4	1,7
Charges sans contrepartie de trésorerie (4)	1,8	3,4			0,1	3,2	1,3	0,3					3,2	6,9

Commentaires : (1) Les produits inter secteurs de la France correspondent aux cessions de la France aux filiales de distribution internationales. (2) Pour chaque zone, le résultat opérationnel correspond à la contribution de l'ensemble des activités commerciales de la zone au résultat opérationnel consolidé. (3) Le résultat opérationnel non affecté est constitué des frais de fonctionnement de la société mère et de la structure en charge de la gestion des marques ainsi que des autres produits et charges non directement affectables à un secteur géographique. (4) Les charges sans contrepartie de trésorerie correspondent à la somme des dotations aux amortissements et des dotations et reprises de provisions sur actifs et pour risques et charges.

4.43 - Flux de trésorerie concernant la capacité de production

Le montant des investissements réalisés sur les sites de production de Bezons et de Castelfranc s'élève à 0,8 millions d'euros. Il s'agit, pour l'essentiel, d'investissements destinés à améliorer la productivité.

4.44 - Flux de trésorerie concernant les activités arrêtées

Néant sur l'exercice 2011.

4.5 - Autres informations sur les états financiers

4.51 - Informations par secteurs opérationnels

L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Directeur Général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance. Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le Groupe.

La performance de chaque secteur est évaluée sur la base du chiffre d'affaires (Produits des activités ordinaires), des frais marketing et commerciaux et du résultat opérationnel.

La conduite des opérations du Groupe est organisée par secteurs géographiques selon le découpage suivant :

- Le secteur France comprend les activités commerciales réalisées sur le marché Français ainsi que les activités industrielles, logistiques et de recherche et développement.
- Le secteur Grand Export comprend les activités commerciales vers les distributeurs export
- Le secteur Filiales Europe correspond à l'activité commerciale réalisée en Europe par les filiales de distribution du Groupe
- Le secteur Filiales Amérique correspond à l'activité commerciale réalisée en Amérique du Nord par les filiales de distribution du Groupe
- Les éléments non affectés sont constitués des frais de fonctionnement de la société mère et de la structure en charge de la gestion des marques. Ils comprennent également les autres revenus et charges qui ne relèvent pas d'un secteur géographique donné.

b – Autres Informations

Le tableau présente les principaux postes du bilan qui font l'objet d'un suivi opérationnel par zones

en Millions d'Euros

	France		Grand Export		Fil. Europe		Fil. Amérique		Autes Non Affectés (1)		Eliminations et Retraitements		Consolidé	
	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10	12/11	12/10
Clients	38,0	26,1	8,3	9,2	23,2	17,0	2,7	3,3	6,1	5,7	- 27,2	- 19,3	51,1	42,0
Stocks	22,8	19,1			7,3	5,5	5,5	3,9			- 6,8	- 4,9	28,8	23,6
Fournisseurs	25,9	25,0			13,4	8,6	1,4	- 0,9	2,5	1,1	- 23,8	- 16,4	19,4	17,3
Dette financière Nette	39,5	22,7	0,9		0,1	- 5,3	0,2	5,5	- 24,2	- 19,9			16,5	3,0
Investissements	3,2	2,4			1,5	1,3	0,3	0,5					5,0	4,2

Commentaires :

Les informations présentées correspondent à la contribution de chaque zone aux postes concernés du bilan consolidé avant éliminations. Les éliminations intercompagnies sont présentées globalement dans la colonne prévue à cet effet.

(1) Les créances clients non affectées correspondent aux créances détenues par les entités holding sur les sociétés opérationnelles du groupe au titre des prestations de services qu'elle leur facture. Les montants inscrits en Dette Financière Nette correspondent aux créances financières nettes des entités holding sur les sociétés opérationnelles du groupe.

4.52 - Effectifs

L'effectif moyen au cours de l'exercice, pour les sociétés consolidées par intégration globale est le suivant :

	Total au 31/12/11
Cadres	138
Commerciaux	115
Agents de maîtrise	141
Employés	34
Ouvriers	120
Effectif moyen total France	548
Effectif moyen total Groupe	905

4.53 - Transactions avec les parties liées.

Les parties liées sont :

- les sociétés mères
- les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entité.
- les filiales
- les entreprises associées
- les co-entreprises
- les membres du conseil d'administration et membres du comité de direction

1) Transactions avec la société mère

Les comptes d'Ales Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la société AVILA, sise au 39 avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris (N° Siret : 44968717700013) et dont la date de clôture est le 31 Décembre 2011.

En 2011, la société AVILA a perçu d'Ales Groupe des dividendes pour un montant de 3 413 190 euros.

2) Transaction avec les co-entreprises et les entreprises associées

La filiale Laboratoire Ducastel a consenti une avance de 164 239 euros à la société Executive Development dont elle

détient 19% du capital. Compte tenu de la faible probabilité du recouvrement total de cette créance, cette avance a été intégralement provisionnée.

3) Rémunérations brutes allouées aux organes d'administration et de direction

Montants en euros	31/12/11	31/12/10
Montant des rémunérations allouées	1 368 683	1 060 392
Païement en actions	1 245 000	210 000
Total	2 613 683	1 270 392
Options d'actions du Groupe détenues par les organes de Direction	Néant	Néant
Prêts accordés	5 155	20 263

4.55 - Capital social

a - Gestion du capital

L'objectif du Groupe en termes de gestion des capitaux propres est de préserver les capacités de financement nécessaires à son développement.

Par ailleurs, le Groupe porte attention au niveau et à la régularité des dividendes versés aux porteurs d'actions.

Ales Groupe a mis en œuvre fin 2008 un contrat de liquidité conformément à la charte de déontologie élaborée par l'Association Française des Entreprises d'Investissement-AFEI afin de s'assurer de l'animation du marché des titres de la société.

Dans le cadre d'un programme de rachat approuvé en assemblée générale ordinaire, Ales Groupe est autorisée à procéder à l'achat d'actions de la société en vue notamment :

- de couvrir les plans d'options d'achat et/ou de souscription d'actions,
- de les attribuer gratuitement aux salariés et aux dirigeants,
- de faire assurer l'animation du marché par un prestataire de services d'investissements intervenant en toute indépendance dans le cadre du contrat de liquidité conclu.

- de les conserver en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- et de les annuler dans la limite d'un nombre maximal ne pouvant excéder 10% du capital social.

En vertu des autorisations données au Conseil d'administration, le montant global des augmentations de capital pouvant être réalisées, immédiatement ou à terme, autrement que par incorporation de bénéfices, réserves ou primes, ne doit pas excéder une valeur nominale de 15 M€.

b - Capital social

Le capital social de la société ALES GROUPE est de 28 242 582 euros au 31/12/11. Il est composé de 14 121 291 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

De plus, faisant suite à l'Assemblée Générale du 19 octobre 2010 ayant autorisé le Conseil d'Administration à procéder à des attributions gratuites d'actions au bénéfice de ses dirigeants et de ses salariés, le Conseil d'Administration du 8 Novembre 2010 a décidé l'attribution de 205 000 actions nouvelles à émettre par la société au bénéfice de certains dirigeants et salariés. L'attribution définitive de ces actions sera soumise à une période d'acquisition de deux ans, courant jusqu'au 8 Novembre 2012, et à une condition de présence dans la société à cette date. Une fois définitivement attribuées, les actions seront indisponibles pendant deux ans. Par ailleurs, le Conseil d'Administration a aussi autorisé l'attribution additionnelle de 400 000 actions par tranches annuelles de 100 000, puis 50 000 de 2012 à 2018, avec une condition de présence et de performance fondée sur l'atteinte d'un chiffre d'affaires consolidé.

c - Paiement fondé sur des actions

L'Assemblée Générale du 19 octobre 2010 a autorisé le

Conseil d'Administration à procéder à des attributions gratuites d'actions au bénéfice de ses dirigeants et de ses salariés. L'avantage accordé constitue un complément de rémunération. Il est comptabilisé en charge de personnel sur la durée d'acquisition des droits représentatifs de l'avantage consentie. Cette charge n'entraîne pas d'économie d'impôt du fait de l'attribution à un nombre restreint de personne.

La juste valeur des actions gratuites est déterminée en fonction des caractéristiques du plan, des données de marché lors de l'attribution et d'une hypothèse de présence à l'issue de la période d'acquisition des droits. Une partie des actions est soumise à condition de performance, une hypothèse d'atteinte de ces conditions est prise en compte pour la détermination de la juste valeur.

Incidence sur le résultat et les capitaux propres.

La charge totale en compte de résultat s'élève à 1 619 K€. Cette charge a pour contrepartie une augmentation des capitaux propres pour un montant identique.

Caractéristiques du plan d'attribution d'actions gratuites : actions sans condition de performance

Date d'attribution	08/11/2010
Date d'échéance	08/11/2012
Période d'attribution	2 ans
Période de conservation	2 ans
Nombre de bénéficiaires à l'origine	5
Nombre d'actions accordées à l'origine	205 000
Cours de l'action lors de l'attribution	11,70 euros
Condition de présence	Présence des bénéficiaires à l'issue de la période d'attribution
Juste valeur de l'action	10,28 euros

Caractéristiques du plan d'attribution d'actions gratuites : actions avec condition de performance

Date d'attribution	08/11/10	08/11/10	08/11/10	08/11/10	08/11/10	08/11/10	08/11/10
Date d'échéance	31/12/12	31/12/13	31/12/14	31/12/15	31/12/16	31/12/17	31/12/18
Période d'attribution							
Période de conservation	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans
Nombre de bénéficiaires à l'origine	1	1	1	1	1	1	1
Nombre d'actions accordées à l'origine	100 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Cours de l'action lors de l'attribution	11,70	11,70	11,70	11,70	11,70	11,70	11,70
Condition de présence	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Condition de performance (1)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Juste valeur de l'action	10,09	9,65	9,22	8,82	8,43	8,06	7,70

(1) Le critère de performance porte sur un niveau d'atteinte d'une partie du CA consolidé.

4.55 - Honoraires des Commissaires aux comptes (article 3 du décret N° 2008-1487 du 30/12/2008)

Les honoraires des Commissaires aux Comptes enregistrés en charges en 2011 s'élèvent à 379 200 euros pour les sociétés Françaises et à 167 000 euros pour les filiales internationales du groupe.

2.3 - Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2011

SOCIÉTÉS	Adresses et numéro SIREN	% INTÉRÊT	% CONTRÔLE	MÉTHODE
ALÈS GROUPE	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 399 636 323			Société consolidante
LABORATOIRES PHYTOSOLBA	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 692 022 213	99,99	99,99	Intégration Globale
LABORATOIRES LIERAC	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 301 639 878	99,98	99,99	Intégration Globale
PARFUMS CARON	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 562 108 977	100,00	100,00	Intégration Globale
LABORATOIRE DUCASTEL	27, avenue de la Bastide 46140 CASTELFRANC 310 602 313	99,99	100,00	Intégration Globale
CASTER	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 310 710 686	100,00	100,00	Intégration Globale
PHYTALES	89, rue Salvador Allende 95870 BEZONS 340 062 231	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE INDUSTRIE	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 433 722 147	99,99	100,00	Intégration Globale
ALES GROUP INC	One Grand Central Place 60 East 42 nd Street, 54 th Floor NEW YORK - NY 10165 USA	99,99	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE COSMETIC GmbH	Hanauer Landstrasse, 135 - 137 FRANKFURT AM MAIN ALLEMAGNE	99,99	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE ESPANA	Paseo de la Habana, 1- Planta 13 MADRID 28036 - ESPAGNE	99,99	99,99	Intégration Globale
ALES GROUPE ITALIA S.p.A.	Largo Donegani, 2 20121 MILANO - ITALIE	99,88	99,88	Intégration Globale
ALES GROUPE BENELUX SPRL	45, rue Victor Allard 1180 BRUXELLES - BELGIQUE	99,73	99,75	Intégration Globale
ALES GROUPE UK Ltd	115, Southwark Bridge Road LONDON SE1 OAX GRANDE-BRETAGNE	99,99	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE CANADA	980, St Catherine ouest - 6 ^e étage MONTREAL QC H3B 1E5 - CANADA	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE POLSKA	Nowoursynowska 95 02-797 WARSZAWA - POLAND	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE PORTUGAL	Edificio Cristal Douro R. Campo Alegre, 830, 8 ^o , Sala 37 4150-171 PORTO - PORTUGAL	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE SUISSE	Route de Saint Julien 184 1228 Plan les Ouates - SUISSE	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE HELLAS	14-16, Avenue Irakleitou § Iasonos 152 38 Chalandri - GRECE	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUP ASIA Ltd ALES GROUP HONG KONG Ltd	Unit 1631 & 1650, Level 16 Man Yee Building, 60 - 68 Des Voeux Road Central, Central - HONG KONG	100,00	100,00	Intégration Globale

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

(EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ALES GROUPE, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 1 de l'annexe « Faits caractéristiques de l'exercice 2011, Événements de l'exercice 2011 » qui rappelle, notamment, le traitement comptable retenu des charges significatives liées à l'arrivée en 2010 d'une nouvelle Direction et à la re-définition de la stratégie du Groupe,
- la note 3.3 de l'annexe relative aux changements de méthodes décrivant les impacts de l'activation des frais du mobilier de vente, qui étaient jusqu'à présent enregistrés en charges.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone euro (et en particulier de la Grèce). Cette crise s'accompagne d'une crise économique et de liquidité, qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Principes comptables :

La note 1 de l'annexe « Faits caractéristiques de l'exercice 2011, Événements de l'exercice 2011 » précise les impacts significatifs dans les comptes consolidés de la mise en place de la nouvelle Direction et de la stratégie du Groupe, et explique leur mode de comptabilisation en « autres charges opérationnelles ».

Nos travaux ont consisté à s'assurer :

- de la pertinence du classement dans les comptes,
- de la correcte évaluation de la charge y afférente,
- d'une information appropriée dans l'annexe.

Estimations comptables :

a - La note 1 de l'annexe « Faits caractéristiques de l'exercice 2011, Événements de l'exercice 2011 » explique notamment l'estimation faite par le Groupe pour traduire l'impact de la refonte des gammes des deux marques principales du Groupe par des retours et des dépréciations de stocks de produits largement supérieurs à l'activité courante du Groupe.

Nos travaux ont consisté à :

- vérifier les modalités de mise en œuvre de l'estimation des impacts de la refonte des gammes,
- examiner les hypothèses utilisées en interne,
- s'assurer de la pertinence du classement dans les comptes,
- s'assurer d'une information appropriée dans l'annexe.

b - La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe des indices de perte de valeur en cours d'exercice selon les modalités décrites dans les notes 4.01 et 4.02 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à :

- vérifier les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation,
- examiner les hypothèses utilisées en interne,
- examiner, notamment, la validité et l'application en 2011 de la méthode utilisée par l'expert indépendant en 2005, sur la marque CARON,
- s'assurer d'une information appropriée dans l'annexe.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Changements de méthodes :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié

notamment que les changements de méthodes mentionnés en I ci-dessus, sont justifiés et que leurs effets sont correctement calculés et présentés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 16 avril 2012

COFACOM
Hubert TONDEUR

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Didier CARDON

Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2011

BILAN ACTIF

EN MILLIERS D'EUROS

	MONTANTS BRUTS 31/12/11	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS 31/12/11	MONTANTS NETS 31/12/11	MONTANTS NETS 31/12/10
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	1 058,9	880,4	178,6	245,1
Immobilisations corporelles	2 064,3	1 010,8	1 053,5	687,1
Participations	79 662,1	19 763,0	59 899,1	58 698,2
Autres immobilisations financières	466,6	0,3	466,3	477,1
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	83 251,9	21 654,4	61 597,5	60 107,4
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	0,0		0,0	0,0
Créances clients et comptes rattachés	5 672,5		5 672,5	5 233,0
Autres créances d'exploitation courantes	45 339,1		45 339,1	34 505,7
Valeurs mobilières de placement	13 378,6		13 378,6	19 671,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	137,7		137,7	1 114,8
TOTAL ACTIF CIRCULANT	64 527,8		64 527,8	60 525,4
Ecart de conversion actif	31,0		31,0	4,1
TOTAL ACTIF	147 810,7	21 654,4	126 156,3	120 636,8

BILAN PASSIF

EN MILLIERS D'EUROS

	MONTANTS 31/12/11	MONTANTS 31/12/10
CAPITAUX PROPRES		
Capital	28 242,6	28 242,6
Primes liées au capital	31 695,8	31 695,8
Autres Réserves et report à nouveau	15 579,3	14 361,9
Résultat Net de l'exercice	5 955,0	5 452,8
Situation Nette	81 472,7	79 753,1
Provisions réglementées	84,3	42,8
CAPITAUX PROPRES	81 557,0	79 795,9
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 163,1	1 205,8
DETTES		
Emprunts et dettes Financières	35 232,7	34 538,3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 356,0	959,7
Autres dettes d'exploitation courantes	4 724,0	3 741,7
TOTAL PASSIF COURANT	42 312,7	39 239,6
Ecart de conversion passif	123,4	395,6
TOTAL PASSIF	126 156,3	120 636,8

COMPTE DE RÉSULTAT

EN MILLIERS D'EUROS

	MONTANTS 2011	MONTANTS 2010
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	25 166,9	22 569,8
Reprises sur amortissements, provisions et divers	25,1	27,5
PRODUITS D'EXPLOITATION	25 192,0	22 597,3
Charges externes	- 10 895,1	- 9 319,1
Impôts et taxes	- 637,4	- 513,7
Charges de personnel	- 12 524,8	- 12 942,1
Dotations d'exploitation aux amortissements et provisions	- 1 165,0	- 560,1
Autres charges d'exploitation	- 35,3	- 40,1
CHARGES D'EXPLOITATION	- 25 257,6	- 23 375,1
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 65,6	- 777,7
Résultat financier	3 018,9	3 136,9
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	2 953,3	2 359,2
Résultat exceptionnel	- 187,1	- 54,7
Participation des salariés	0,0	0,0
Impôt sur les bénéfices	3 188,8	3 148,4
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	5 955,0	5 452,8

ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011

CHOIX DE PRÉSENTATION DE L'ANNEXE

Les critères de l'entreprise, tels que définis par l'article 17 du décret du 29 novembre 1983 concernant l'annexe, sont les suivants :

EXERCICE CLOS LE	31.12.11
DURÉE DE L'EXERCICE (en mois)	12
TOTAL DU BILAN (en euros)	126 156 266
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en euros)	25 166 868
NOMBRE MOYEN DE SALARIÉS PERMANENTS	133

1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les restructurations engagées en 2010 se sont poursuivies sur l'exercice 2011. En particulier, les filiales Laboratoires Phytosolba et Laboratoires Liérac ont implantées en France et en Europe les nouvelles gammes de produits Phyto et Lierac dotées d'un nouveau packaging. La réorganisation des forces de vente en France et en Europe s'est également poursuivie ainsi que celle des services centraux d'Ales Groupe SA.

Afin de renforcer le développement de ses activités en Asie, le groupe a pris la décision de créer une filiale localisée à Hong-Kong, Ales Group Asia, qui aura pour mission d'appuyer aux plans logistique, marketing et commercial le déploiement de ses marques en Asie. Cette société est elle-même dotée d'une filiale Ales Group HK qui prendra en charge la distribution sur le marché local de Hong Kong.

Une première étape de ce développement en Asie est la reprise de la distribution des marques Phyto et Lierac sur le marché de Hong-Kong. Pour ce faire, la société a conclu avec le distributeur local un accord qui comprend notamment l'acquisition de la clientèle par la future filiale de distribution Ales Group HK. Au 31 décembre 2011, le prix d'achat de la clientèle soit 720 000 euros a été payé au distributeur par Ales Groupe SA pour le compte de la filiale et, en conséquence, a été inscrit au compte courant de la filiale.

Le groupe a poursuivi en 2011 le renforcement des structures financières de ses filiales de distribution internationales. En particulier, le capital de la filiale Ales groupe Hellas a été augmenté de 2,2 millions d'euros afin de conforter cette filiale qui opère sur un marché particulièrement affecté par la crise économique.

La participation dans la filiale Parfums CARON a fait l'objet d'une dépréciation complémentaire à hauteur de 1 000 000 €.

2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Constitution de la société le 26 janvier 1995,

- Méthodes comptables comparables aux autres sociétés du groupe,
- Indépendance des exercices,
- Continuité de l'exploitation,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels telles que définies par le PCG 1999 et par les textes parus à la date d'arrêté des comptes. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode

Il n'y a pas d'impact de changement de méthode dans les comptes sociaux clos au 31/12/11.

Comparaison des Comptes

Les comptes de l'exercice 2011 sont directement comparables à ceux de l'exercice précédent tant en ce qui concerne le bilan (immobilisations, comptes relevant du besoin en fonds de roulement) que les produits et charges d'exploitation.

2.1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût historique. En application du CRC 2002-10, les durées d'amortissement appliquées sont celles que la société estime représenter les durées d'utilisation usuelles.

Les durées d'amortissement en mode linéaire sont les suivantes :

- logiciel : 1 à 5 ans
- construction gros œuvre : 50 ans
- clôt/couvert : 30 ans
- lots techniques : 20 ans
- second œuvre : 10 ans
- autres immobilisations : 5 à 10 ans

2.2 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition.

Tous les titres immobilisés sont classés en titres de participation car ils permettent à ALES GROUPE d'exercer une influence sur les sociétés émettrices des titres ou d'en assurer le contrôle.

En fin d'année, les titres de participation sont évalués sur la base de leur valeur d'usage, telle que définie par le Plan Comptable Général, en tenant compte de critères multiples, tels que par exemple, actif net comptable, actif net réévalué, valeur de rendement et perspectives de développement. Une dépréciation des titres est constituée si l'application de ces critères, à la date de la clôture, conduit à constater une valeur inférieure à la valeur d'acquisition. Le détail des titres de participation est présenté en § 3.1

Les dividendes sont enregistrés à la date de la décision de distribution, pour leurs montants nets de crédit d'impôt.

2.3 - Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire calculée en fonction des perspectives de remboursement devient inférieure à la valeur comptable.

2.4 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent les titres représentatifs d'un emploi temporaire de trésorerie ou acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition. Une dépréciation est constatée chaque fois que la valeur de marché est inférieure à la valeur brute ligne par ligne.

La valeur de marché est :

- La valeur liquidative à la clôture de l'exercice pour les actions de SICAV et les parts de FCP.
- Le cours de bourse moyen du mois de décembre pour les titres cotés.

2.5 - Avances aux comptes courants en devises auprès des filiales du groupe

Des avances aux comptes courants en devises sont consenties

aux filiales du groupe. Elles sont traitées comme des créances (prêt) et ré-estimées selon la règle générale.

Le principal est converti et comptabilisé en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change (PCG, art. 342-5). Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risque.

2.6 - Frais de Recherche & Développement

Les frais de recherche sont enregistrés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si la Société peut démontrer l'ensemble des trois critères ci après :

- Son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- La probabilité que les avantages économiques futurs, attribuables aux dépenses de développement, iront au Groupe,
- Estimer de manière fiable et exhaustive le coût de cet actif.

En application de ce principe, toutes les dépenses engagées ont été passées en charges.

3 - NOTE SUR LE BILAN - ACTIF

3.1 - Mouvements de l'actif immobilisé : (cf. article 24-4 du décret du 29 novembre 1983)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en Euros)

	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATION INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	988 587		70 341
TOTAL IMMOBILISATION INCORPORELLES	988 587		70 341
IMMOBILISATION CORPORELLES			
Terrains	35 216		
Constructions sur sol propre	316 942		
Constructions sur sol d'autrui	27 244		
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	206 952		257 219
Installations générales, agencements et divers	288 391		13 456
Matériel de transport	89 590		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	620 341		322 428
Emballages récupérables et divers			
Immobilisation corporelles en cours	4 810		5 250
Avances et acomptes			
TOTAL IMMOBILISATION CORPORELLES	1 589 485		598 353
IMMOBILISATION FINANCIERES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	77 461 180		2 200 899
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	478 204		32 401
TOTAL IMMOBILISATION FINANCIERES	77 939 384		2 233 300
TOTAL GÉNÉRAL	80 517 456		2 901 994

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

(en Euros)

	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement			1 058 929	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 058 929	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			35 216	
Constructions sur sol propre			316 942	
Constructions sur sol d'autrui			27 244	
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel			464 171	
Installations générales, agencements et divers			301 847	
Matériel de transport			89 590	
Matériel de bureau, informatique et mobilier		118 703	824 066	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		4 810	5 250	
Avances et acomptes				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		123 513	2 064 325	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			79 662 079	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		44 001	466 604	
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		44 001	80 128 683	
TOTAL GÉNÉRAL		167 514	83 251 936	

AMORTISSEMENTS

(en Euros)

	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	743 530	136 858		880 389
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	743 530	136 858		880 389
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	174 751	6 463		181 214
Constructions sur sol d'autrui	26 150	340		26 490
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	140 615	51 956		192 571
Installations générales, agencements et divers	181 221	23 757		204 978
Matériel de transport	67 914	8 257		76 171
Matériel de bureau, informatique et mobilier	311 779	122 537	104 944	329 372
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	902 430	213 311	104 944	1 010 796
TOTAL GÉNÉRAL	1 645 960	350 169	104 944	1 891 184

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en Euros)

	31.12.2010	Variation	31.12.2011
Titres de participation	77 461 180	2 200 899	79 662 079
Dépréciation	- 18 763 000	- 1 000 000	- 19 763 000
Autres immobilisations financières	478 204	- 11 600	466 604
Dépréciation	- 1 143	892	- 251
TOTAL	59 175 241	1 190 191	60 365 432

Titres HELLAS

La filiale ALES GROUPE HELLAS créée en 2010, a clôturé son premier exercice social complet au 31/12/2011, durant lequel une augmentation de capital de 2.200 KE a été réalisée par incorporation de compte courant, afin de soutenir l'activité. Malgré le contexte économique actuel très difficile de la Grèce, les résultats de la filiale ont été encourageants avec des perspectives de croissance réelle sur son segment de marché. C'est la raison pour laquelle aucune dépréciation n'a été constatée sur les titres.

Titres ALES GROUPE ASIA

Afin d'appuyer le développement de ses activités en Asie, le groupe a pris la décision de créer en décembre 2011, une filiale localisée à Hong- Kong, Ales Groupe Asia, qui aura pour mission d'appuyer aux plans logistique, marketing et commercial le déploiement de ses marques en Asie. La filiale est dotée d'un capital social de 10.000 HKD et est détenue à 100% par ALES GROUPE.

Parfums CARON

Compte tenu du résultat déficitaire de la filiale « Parfums CARON » et l'absence de perspectives d'amélioration à court terme, ALES GROUPE SA a constitué un complément de provision sur titres de 1.000.000 euros.

Autres titres

Aucun fait notable n'est à signaler sur les autres titres de participation.

Les valeurs brutes des titres de participation s'analysent comme suit :

	Nombre d'actions	Montant en Euros
PHYTOSOLBA	99 994	24 233 406
LIERAC	16 580	8 017 652
PHYTALES	99 990	4 169 209
CASTER	13 200	6 916 733
CARON	729 943	22 864 864
ALES GROUPE ESPAGNE	25 997	2 449 850
ALES GROUPE POLSKA	80	325 000
ALES GROUPE PORTUGAL	2 999	2 999 000
ALES GROUPE HELLAS	15 100	3 700 000
ALES GROUPE SUISSE	1 500	780 193
ALES GROUPE CANADA	3 200 100	3 205 273
ALES GROUPE ASIA	10 000	899
TOTAL VALEUR BRUTE		79 662 079

Le tableau des filiales et participations est donné en fin d'annexe.

3.2 - Autres créances

Les autres créances sont composées principalement de créances groupe Cf note 6.2.

3.3 - Evaluation du portefeuille de valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées d'OPCVM monétaires sans risque en capital dont la valeur d'inventaire au 31 décembre 2011 est identique à la valeur liquidative compte tenu de la cession puis du rachat au 31/12/2011 du portefeuille.

Le détail des valeurs mobilières est présenté ci-après.

<i>Valeurs mobilières de placement (en euros)</i>	<i>Valeur d'inventaire</i>	<i>Valeur liquidative</i>
SICAV de trésorerie court terme		
<u>Gestion < 3 mois</u>		
130 Natixis « cash »	7 499 740	7 499 740
27 Crédit Lyonnais « Monétaire Large »	3 005 048	3 005 048
130 Société Générale « SGIM »	3 055 110	3 055 110
<u>Gestion > 3 mois et < 9 mois</u>		
NEANT	0	0
Totaux au 31/12/2011	13 559 898	13 559 898

3.4 - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à un total de 472 377 euros et correspondent essentiellement à des prestations de services informatiques et autres services administratifs.

4 - NOTE SUR LE BILAN - PASSIF
4.1 - Capitaux propres
a) Évolution du Capital Social

Le capital social est composé au 31 décembre 2011 de 14 121 291 actions de 2 € chacune soit un montant total de 28 242 582 €.

Dans le cadre d'un programme de rachat approuvé en assemblée générale ordinaire, Ales Groupe est autorisée à procéder à l'achat d'actions de la société en vue notamment :

- de couvrir les plans d'options d'achat et/ou de souscription d'actions,
- de les attribuer gratuitement aux salariés et aux dirigeants,
- de faire assurer l'animation du marché par un prestataire de services d'investissements intervenant en toute indépendance dans le cadre du contrat de liquidité conclu,
- de les conserver en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations éventuelles

de croissance externe,

- et de les annuler dans la limite d'un nombre maximal ne pouvant excéder 10% du capital social.
- En vertu des autorisations données au Conseil d'administration, le montant global des augmentations de capital pouvant être réalisées, immédiatement ou à terme, autrement que par incorporation de bénéfices, réserves ou primes, ne doit pas excéder une valeur nominale de 15 M€.

b) Variation des Capitaux Propres (en Euros)

	31/12/2010	Augmentation de capital	Affectation du résultat		Résultat de l'exercice 2011	Autres mouvements	31/12/2011
			En réerves et RAN	Dividendes			
Capital	28 242 582						28 242 582
Primes	31 695 833						31 695 833
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve Légale	2 809 065		15 194				2 824 259
Réserves réglementées/ Actions propres	40 706		3 932				44 638
Autres réserves	4 762 760		- 3 932				4 758 828
Report à nouveau	6 749 373		1 201 235	1 007			7 951 615
Résultat	5 452 817		- 1 216 429	- 4 236 388	5 954 981		5 954 981
Provisions réglementées	42 762					41 500	84 262
TOTAL CAPITAUX PROPRES	79 795 898	0	0	- 4 235 381	5 954 981	41 500	81 556 998

Conformément au Code du commerce [art L225-210, al. 3] La société a constitué une réserve réglementée d'un montant égal à la valeur de nos actions propres, soit 41 500 €.

4.2 - Charges à payer

La récapitulation par nature des dettes, des charges à payer en fin d'exercice est la suivante :

Fournisseurs	171 689 €
Dettes sociales	1 483 986 €
Autres impôts et taxes	250 348 €
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 734 334 €
Divers charges à payer	982 384 €

Ces éléments n'appellent aucun commentaire particulier.

4.3 - Provision pour risques et charges (en Euros).

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit :

	31/12/2010	Dotations			Reprises			31/12/2011
		Exploitation	Financier	Exceptionnel	Exploitation	Financier	Exceptionnel	
Provisions pour risques prud'homales	0	178 750						178 750
Provisions pour indemnité de fin de carrière	1 119 725	636 037						1 755 762
Provisions pour perte de change	4 053	31 003			- 4 053			31 003
Provisions pour médaille du travail	19 897				- 3 597			16 300
Provisions pour couverture de taux	62 077		181 320			- 62 077		181 320
TOTAL	1 205 752	845 790	181 320	0	- 7 650	- 62 077	0	2 163 135

Provision pour indemnité de fin de carrière et médailles du travail

Les indemnités de fin de carrière de la société répondent au régime à prestations définies.

Aucun financement externe n'est utilisé. La totalité de ces indemnités est financée par la société et provisionnée.

Tous les salariés bénéficient de ces indemnités y compris les mandataires sociaux et dirigeants ayant un contrat de travail.

Aucun autre engagement, et notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants, des organes d'administration, de direction ou de surveillance.

Le montant des indemnités de fin de carrière et médailles du travail a été évalué au 31/12/11 à 1 772 062 Euros. Cette provision prend en compte les charges sociales y afférentes, les départs en retraite au sein de la société étant laissés à l'initiative du salarié. Elle prend également en compte le départ de Madame Fossard pour le début d'année 2012.

Les charge de retraite sont provisionnées dès l'entrée dans l'entreprise afin d'obtenir la meilleure répartition possible sur la durée d'activité des salariés. Elles sont calculées selon la méthode rétrospective avec droits proratisés temporis.

Le calcul prend en compte pour chaque employé :

- le salaire
- l'ancienneté
- des catégories d'âge conformes aux normes du secteur d'activité
- un taux de rotation par catégorie d'âge
- un taux annuel moyen d'évolution des salaires
- un taux d'actualisation

Taux d'actualisation : 4.60 % (taux de rendement des obligations de première catégorie : iBoxx € Corporates AA 10+)

Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 1.50 %

Les tables de mortalité et de turn over sont celles de l'INSEE et de l'INED.

Les calculs sont réalisés en fonction d'un âge de départ à la retraite de 65 ans.

Les obligations qui s'imposent à la société au titre des médailles du travail telles qu'elles résultent de la convention collective de la chimie et des accords internes ont une incidence matérielle et donne lieu à la constatation d'une provision.

5 - NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 - Chiffre d'affaires

Le Chiffre d'affaires de 25 166 868 euros correspond essentiellement aux prestations de services facturées aux sociétés du groupe.

5.2 - Produits financiers

Les produits financiers correspondent, essentiellement, aux dividendes perçus au cours de l'exercice ainsi qu'aux intérêts perçus sur les comptes courants des filiales débitrices.

5.3 - Charges financières

Les charges financières incluent, d'une part, les commissions et intérêts afférents aux emprunts bancaires à moyen et court terme de la société et, d'autre part, les intérêts versés sur les comptes courants des filiales créditrices.

5.4 - Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels s'élèvent à un total de 24 324 euros. Les charges exceptionnelles s'élèvent à un total de 211 450 euros.

5.5 - Produits et charges exceptionnels

La société a enregistré une économie d'impôt de 3 188 824 euros résultant de l'intégration fiscale et de la constatation d'un crédit d'impôt recherche (cf. 6.7).

Du fait de ses déficits reportables antérieurs, la société n'a enregistré aucune charge d'impôt liée à son activité propre en 2011.

La ventilation de l'impôt se présente comme suit :

EN EUROS	Résultat avant impôt	Impôt					Résultat net
		Calculé	sur report déficitaire	dû au titre de l'exercice	Crédit d'impôt et autres	Intégration fiscale	
Résultat Courant	2 953 283		0		412 526	2 776 298	6 142 107
Court terme	2 953 283		0		412 526	2 776 298	6 142 107
Long terme	0	0	0	0			
Exceptionnel	- 187 126		0		0		- 187 126
Court terme	- 187 126		0		0		- 187 126
Long terme	0			0			
TOTAL	2 766 157	0	0	0	412 526	2 776 298	5 954 981

Taux d'imposition Court terme 33,33%

6 - AUTRES INFORMATIONS

6.1 - État des échéances des créances et des dettes

La totalité des créances d'exploitation a une échéance à moins d'un an à l'exception des comptes de dépôts et cautions. De même, la totalité des dettes d'exploitation ont une échéance à moins d'un an à l'exception, des emprunts à plus d'un an et de la participation des salariés à plus d'un an.

L'état des échéances des autres créances et dettes se présente comme suit :

(en Euros)

ÉTAT DES CRÉANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'1 AN
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	9 055	9 055	
Autres immobilisations financières	457 549		457 549
TOTAL	466 604	9 055	457 549
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	5 672 479	5 672 479	
Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	7 751	7 751	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 940	2 940	
Etat - Impôts sur les bénéfices			
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	243 129	243 129	
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés	19 631	19 631	
Etat - Divers			
Groupe et associés	44 382 533	44 382 533	
Débiteurs divers	210 679	210 679	
TOTAL	50 539 143	50 539 143	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	472 377	472 377	
TOTAL GÉNÉRAL	51 478 123	51 020 574	457 549

ETAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A + 1 AN ET 5 ANS AU PLUS	A + DE 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	29 578 619	9 032 105	19 946 514	600 000
Emprunts et dettes financières divers	696 765	132 397	564 367	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 356 017	2 356 017		
Personnel et comptes rattachés	1 067 403	1 067 403		
Sécurité sociale et autres organismes	1 273 671	1 273 671		
Impôts sur les bénéfices	873 009	873 009		
Taxe sur la valeur ajoutée	275 213	275 213		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxe et assimilés	252 309	252 309		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	4 957 300	4 957 300		
Autres dettes	982 384	982 384		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	42 312 691	21 201 809	20 510 881	600 000

6.2 - Eléments relevant de plusieurs postes de bilan

Ils sont récapitulés ci-après : (en Euros)

Comptes du Bilan	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la société un lien de participation
ACTIF :		
Immobilisations financières	79 662 079	79 662 079
Clients Groupe	5 672 479	4 413 551
Clients Groupe - Facture à établir	0	0
Compte Courant Filiales (dont écart de conversion)	39 633 158	26 836 100
Compte Courant Filiales (IS)	4 749 375	4 295 831
Ecart de conversion actif	31 003	0
Chèques à encaisser Filiales	0	0
TOTAL ACTIF	129 748 094	115 207 561
PASSIF :		
Fournisseurs Groupe	24 637	253
Compte Courant Filiales (IS)	0	0
Compte Courant Filiales	4 957 300	4 957 300
Ecart de conversion passif	123 443	0
TOTAL PASSIF	5 105 380	4 957 552
COMPTE DE RESULTAT :		
Charges financières	- 114 677	- 114 677
Produits financiers	4 695 468	4 423 311

6.3 - Effectif

La situation de l'effectif moyen au cours de l'exercice se présente comme suit :

Catégories	Salariés de l'entreprise	Salariés mis à disposition	Totaux
Cadres (et assimilés)	66	/	66
Agents de maîtrise (et assimilés)	46	/	46
Employés	15	/	15
Ouvriers	2	/	2
TOTAL	132	/	132

6.4 - Droit individuel à la formation

L'accord de branche a anticipé la mise en œuvre du DIF au 1^{er} janvier 2005. Le droit au DIF s'apprécie au 1^{er} janvier de chaque année.

Au 1^{er} janvier 2011 le volume d'heures correspondant aux droits acquis au titre du DIF était de 9 886 heures. Au cours de l'exercice 2011, 122 heures de formation ont été enregistrées dans le cadre du DIF.

Au 1^{er} janvier 2012, le volume d'heures cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF est de 10 505 heures.

6.5 - Rémunérations et prêts accordés aux Dirigeants

Les administrateurs ont perçu des jetons de présence pour un montant global de 35 000 euros.

Il n'y a pas d'autres rémunérations ou avantages en nature versés aux mandataires sociaux en raison de leur fonction.

6.6 - Comptes consolidés

La société ALES GROUPE établit des comptes consolidés. Les comptes d'ALES GROUPE sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de la société AVILA.

6.7- Situation fiscale différée et latente

La situation fiscale différée et latente se présente comme suit à la clôture de l'exercice :

1) Situation fiscale différée

Ou situation des dettes et crédits d'impôts certaines mais répartis dans le temps.

ALLEGEMENTS DE LA DETTE

FUTURE D'IMPOT à 33,33% : 669 764 €

Impôt correspondant à des charges non déductibles lors de leur comptabilisation, mais qui le deviendront par la suite lors de la survenance du fait régénératoire, en ce qui concerne :

- la contribution d'ORGANIC : 41 206 €
- la provision pour indemnité de fin de carrière : 1 755 762 €
- la provision pour perte de change : 31 003 €
- la provision pour couverture de taux 181 320 €

Situation fiscale différée NETTE 2 009 291 €

2) Situation fiscale latente

ou situation des dettes et crédits d'impôts éventuels (Néant).

6.8 - Intégration fiscale

La société ALES GROUPE ainsi que l'ensemble de ses filiales françaises constitue un groupe fiscalement intégré. Cette intégration fiscale fait l'objet d'une convention qui permet des éventuelles économies d'impôt qui sont conservées par la mère. Cette année, l'intégration n'a pas permis de dégager un profit mais une charge pour la société ALES GROUPE, le groupe fiscal ne disposant de déficit reportable.

Charges d'IS individuelles des sociétés intégrées (1) 2 776 298 €
Charge d'IS du groupe intégré (1) 412 526 €

Economie d'impôt prise en compte par ALES GROUPE 3 188 824 €

(1) La charge d'IS comprend un crédit d'impôt recherche de 412 526 €

La société ALES GROUPE acquitte l'impôt dû pour le compte de l'ensemble des sociétés intégrées. Chaque filiale verse à la société ALES GROUPE l'impôt qu'elle aurait acquitté en l'absence d'intégration.

6.9 - Engagement hors bilan

Lignes de crédit non utilisées (engagements reçus)

Au 31 décembre 2011, la société ALES GROUPE dispose de lignes de crédit non utilisées.

Elles s'analysent comme suit (montant en K€) :

Crédits de trésorerie mobilisables sous forme de billets à ordre	1 500
Lignes de découvert	3 200
TOTAL	4 700

Avals, cautions et garanties données

Des cautions ont été données par la société ALES GROUPE à la société Ducastel, qui est une entreprise liée, avec qui la société n'a pas de lien de participation :

- caution donnée en garantie du remboursement de lignes de crédit court terme pour 600 K€ (la ligne n'est pas utilisée au 31 décembre 2011).
- Caution donné pour emprunt à la Banque Populaire Occitane de 500 K€ : solde restant dû au 31 décembre 2011 de 345K€.

La société a également obtenu une caution bancaire de 280 K€ pour le compte de sa filiale Parfums Caron en garantie des loyers de la nouvelle boutique ouverte fin 2011 boulevard Saint-Germain à Paris.

En outre, la société a donné une caution pour le compte de la société ALES GROUP USA Inc. pour garantir à la société sise 715 Lexington Avenue LLC le paiement et l'exécution de toutes les obligations découlant pour la société ALES GROUP USA Inc. du bail consenti pour les locaux sis 715 Lexington Avenue NY, New York 10022.

Dettes garanties par des sûretés réelles

La récapitulation des dettes de l'entreprise garanties par des sûretés réelles ou personnelles, se présente comme suit en fin d'exercice.

LIGNES D'EMPRUNTS	CAPITAL RESTANT DÛ	GARANTIES DONNÉES OU REÇUES	COVENANTS
Emprunt bancaire MT en KEuro LCL	3 375 KEuros		Dettes Nette Consolidée/ Ebitda Consolidé ≤ 3 Dettes nette Consolidée/ Fonds Propres Consolidés ≤ 1
Emprunt bancaire MT en KEuro OSEO	3 000 KEuros	Retenue de garantie 150 KEuro	
Emprunt bancaire MT en KEuro BNP/PARIBAS	319 KEuros		Dettes Nette Consolidée Ebitda Consolidé < 3 Dettes nette Consolidée/ Fonds Propres Consolidés < 1
Emprunt bancaire MT en KEuro HSBC	1 250 KEuros		Dettes MLT + crédit baux / CAF consolidée < 5 Dettes MLT + crédit baux / Fonds Propres Consolidés < 1
Emprunt bancaire MT en KEuro LCL	1 500 KEuros		Dettes Nette Consolidée/ Ebitda Consolidé ≤ 3 Dettes nette Consolidée/ Fonds Propres Consolidés ≤ 1
Emprunt bancaire MT en KEuro BNP PARIBAS	1 386 KEuros		Dettes Nette Consolidée/ Ebitda Consolidé < 3 Dettes nette Consolidée/ Fonds Propres Consolidés < 1
Emprunt bancaire MT en KEuro NATIXIS	3 500 KEuros		Dettes Nette Consolidée/ Ebitda Consolidé < 3 Dettes nette Consolidée/ Fonds Propres Consolidés < 1
Emprunt bancaire MT en KEuros SOCIETE GENERALE	2 000 KEuros		
Emprunt bancaire MT en KEuros SOCIETE GENERALE	3 000 KEuros		
Emprunt bancaire MT en KEuro BNP PARIBAS	5 998 KEuros		Dettes Nette Consolidée/ Ebitda Consolidé < 3 Dettes nette Consolidée/ Fonds Propres Consolidés < 1
Emprunt bancaire MT en KEuro HSBC	3 800 KEuros		Dettes Nette Consolidée/ Ebitda Consolidé < 3 Dettes nette Consolidée/ Fonds Propres Consolidés < 1

Il n'existe aucun autre engagement hors bilan significatif au 31.12.2011.

6.10 - Exposition au risque de taux d'intérêt

en K Euros	< 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans
Passifs financiers (1)	8 582	19 946	600
Valeurs mobilières de placement	13 560	0	0
Position nette avant gestion	- 4 978	19 946	600
Hors bilan	0	0	0

(1) hors participation et comptes courants

- Concernant l'emprunt de 5 millions d'euros du 15 avril 2010 au 15 avril 2015 indexé sur l'euribor 3 mois, pour la période du 15 octobre 2010 au 15 avril 2015, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 M et paye un taux fixe de 1.56 % sur la période.

- Concernant l'emprunt de 3 millions d'euros du 3 mars 2009 au 3 mars 2014 indexé sur l'euribor 3 mois, pour la période du 1^{er} juin 2010 au 1^{er} mars 2014, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 1.69 % sur la période.

- Concernant l'emprunt de 4 millions d'euros du 1^{er} avril 2009 au 1^{er} avril 2014 indexé sur l'euribor 3 mois, pour la période du 1^{er} avril 2010 au 1^{er} avril 2014, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 1.655 % sur la période.

- Concernant l'emprunt de 4 millions d'euros du 1 juillet 2010 au 1^{er} juillet 2015 indexé sur l'euribor 3 mois, pour la période du 3 janvier 2011 au 1^{er} juillet 2015, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 1.52 % sur la période.

En 2011, 1 autre ligne de crédit a fait l'objet de couverture du risque de taux

- Concernant l'emprunt de 7 millions d'euros du 3 janvier 2011 au 3 janvier 2016 indexé sur l'euribor 3 mois, pour 50 % pour la période du 3 avril 2011 au 3 janvier 2016, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 2.37 % sur la période.

Pour 50 % pour la période du 3 octobre 2011 au 3 janvier 2016, une couverture a été mise en place :

Un SWAP (échange de taux d'intérêts) pour lequel Ales groupe reçoit l'Euribor 3 mois et paye un taux fixe de 1.60 % sur la période.

Des options ont été souscrites sur ces opérations de couverture de taux auprès des banques BNP, SGALÉ et NATIXIS. Le montant total de la valorisation de ces options à la date de clôture est de - 181 320 euros.

6.11 - Exposition au risque de change

La société accorde des prêts à court terme en devises à certaines filiales de distribution. Les prêts les plus significatifs sont couverts par des opérations à terme.

Position de change au 31 décembre 2011 (Montants en milliers de devises) :

	USD	CAD	CHF	GBP
Actifs en devises	1 835		0	443
Passifs en devises				
Position Nette avant gestion	1 835	0	0	443
Position de couverture	1 800	0	0	400
Position Nette après gestion	35	0	0	43

6.12 - Transactions avec parties liées

La société n'a pas identifié de transactions d'importances significative et non conclues à des conditions de marché avec les principaux actionnaires et les membres du Conseil d'administration.

6.13 - Evénements postérieurs à la clôture

La société n'a pas identifié d'évènement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

7 - CONVENTIONS INTRA-GROUPE

Opérations intra groupe intervenues au cours de l'exercice 2011.

Prestations de service et locations reçues

Dans le cadre de son activité normale, la société ALES GROUPE a bénéficié de prestations de service pour un montant de 524 678 euros.

Prestations de service et locations effectuées

Dans le cadre de son activité normale, la société ALES GROUPE a effectué au profit de sociétés du Groupe des prestations de service ou de location pour un montant de 25 166 868 euros.

	NET (N) 31/12/2011	%	NET (N-1) 31/12/2010	%
Ventes de marchandises				
- Coût d'achat des marchandises				
MARGE COMMERCIALE				
Production vendue	25 166 868	100	22 569 797	100
+ Production stockée				
- Déstockage de production				
+ Production immobilisée				
PRODUCTION DE L'EXERCICE	25 166 868	100	22 569 797	100
CHIFFRE D'AFFAIRES	25 166 868	100	22 569 797	100
- Consommation en provenance des tiers	10 895 147	43,29	9 319 066	41,29
VALEUR AJOUTÉE	14 271 721	56,71	13 250 731	58,71
+ Subventions d'exploitation	1 150	0	12 610	0,06
- Impôts et taxes	637 409	2,53	513 729	2,28
- Charges de personnel	12 524 803	49,77	12 942 052	57,34
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	1 110 659	4,41	(192 440)	- 0,85
+ Reprises et transferts de charges	23 927	0,1	14 905	0,07
+ Autres produits	18	0	9	0
- Dotations aux amortissements et provisions	1 164 956	4,63	560 098	2,48
- Autres charges	35 275	0,14	40 107	0,18
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(65 627)	- 0,26	(777 732)	- 3,45
+ Quote part opérations en commun				
+ Produits financiers	5 116 166	20,33	6 336 057	28,07
- Quote part opérations en commun				
- Charges financières	2 097 256	8,33	3 199 120	14,17
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	2 953 283	11,73	2 359 205	10,45
Produits exceptionnels	24 324	0,1	20 921	0,09
- Charges exceptionnelles	211 450	0,84	75 670	0,34
RÉSULTAT EXCEPTIONNELLES	(187 126)	- 0,74	(54 749)	- 0,24
- Participation des salariés				
- Impôts sur les bénéfices	(3 188 824)	- 12,67	(3 148 360)	- 13,95
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	5 954 981	23,66	5 452 817	24,16
Produits de cession d'éléments d'actif			598	0
- Valeur comptable éléments cédés	13 758	0,05	19 750	0,09
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS	(13 758)	- 0,05	(19 152)	- 0,08

TABLEAU DE FLUX

EN MILLIERS D'EUROS

	Exercice 2011	Exercice 2010
Résultat de l'exercice	5 955,0	5 452,8
Dotation aux Amortissements et provisions sur immobilisations	1 349,3	2 062,4
Dotation aux Provisions pour R et C et aux Provisions Réglementées	1 068,6	302,5
Reprise de Provisions pour R et C et Provisions Réglementées	- 69,7	- 429,0
Dotation aux Provisions sur Actifs CT		
Reprise de Provisions sur Actifs CT		0,0
Capacité d'Autofinancement	8 303,2	7 388,7
Variation des Stocks		
Variation du Crédit Client	- 439,5	- 649,5
Variation autres Actifs CT	- 10 860,2	- 11 187,8
Variation du Crédit Fournisseur	1 369,3	- 51,7
Variation autres Passifs CT	- 1 555,8	4 183,8
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	- 11 459,2	- 7 705,2
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	- 3 156,0	- 316,6
Acquisitions d'immobilisations Corporelles et Incorporelles	- 668,7	- 325,1
Acquisitions d'immobilisations Financières	- 2 223,2	- 1 651,7
Produits nets de cessions d'Immobilisations	52,4	57,1
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS	- 2 839,5	- 1 919,7
Dividendes versés	- 4 235,4	- 4 235,1
Augmentation de Capital Alès Groupe S.A.		0,0
Augmentation des Emprunts	11 000,0	17 003,8
Remboursement des Emprunts	- 8 284,9	- 10 320,9
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX FINANCEMENTS	- 1 520,3	2 447,8
VARIATION DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE	- 7 515,8	211,6
TRÉSORERIE D'OUVERTURE	20 705,0	20 493,4
TRÉSORERIE DE CLOTURE	13 189,2	20 705,0

**TABLEAU DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS
DE LA SOCIÉTÉ ALÈS GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2011**

Dénominations - Adresse	Capital	Capitaux propres (autre que le capital)	Quote part du capital (en %)	VNC			Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés	CA HT	Résultat	Dividendes encaissés
				Brute	Provision	Nette					
Filiales et participations d'ALES GROUPE											
FRANÇAISES											
(détention à + de 50 %)											
Caron ⁽¹⁾ 99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS - 562 108 977	3 649 715	- 3 419 189	100,00	22 864 864	19 763 000	3 101 864	5 909 412		9 642 810	- 1 576 181	0
Phytales ⁽²⁾ 89, rue Salvador Allende 95870 BEZONS - 340 062 231	200 000	634 928	99,99	4 169 209		4 169 209	1 075 509		975 000	321 862	299 970
Phytosolba ⁽³⁾ 99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS - 692 022 213	1 600 000	6 139 892	99,99	24 233 406		24 233 406	18 902 892		42 797 060	- 842 111	1 599 904
Caster ⁽⁴⁾ 99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS - 310 710 686	211 200	3 245 224	100,00	6 916 733		6 916 733	0	⁽⁵⁾ 2 378 673		1 177 971	1 056 000
FRANÇAISES											
(détention de 10 à 50 %)											
Liérac 99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS - 301 639 878	1 600 000	11 136 756	16,58	8 017 652		8 017 652	3 576 298		74 011 025	8 590 379	746 055
ÉTRANGÈRES											
(détention à + de 50 %)											
Alès Groupe Espagne Paseo de la Habana, 1 - Planta 13 MADRID 28036 - ESPAGNE	1 300 000	- 470 663	99,98	2 449 850		2 449 850	305 961		4 223 954	205 264	0
Alès Groupe Suisse Route de Saint Julien 184 1228 Plan les Ouates - SUISSE	961 409	- 176 023	100,00	780 193		780 193	0		1 083 623	- 30 496	0
Alès Groupe Pologne Nowoursynowska 95 -02-797 WARSZAWA - POLOGNE	12 362	591 753	100,00	325 000		325 000	0		2 206 097	111 470	249 332
Alès Groupe Portugal EDIFICIO CRISTAL DE OURO, 8 Andar, SALA 37, Rua do Campo Alegre N°s830, 4150 -137 PORTO PORTUGAL	3 000 000	465 644	99,97	2 999 000		2 999 000	608 842		6 516 442	114 065	
Alès Groupe Grèce 14 - 16 rue Iraklitou § Iasonos CHALANDRI - GRECE	1 510 000	1 926 015	100,00	3 700 000		3 700 000	0		4 268 175	9 389	
Alès Groupe Canada 980, St Catherine Ouest, 6 ^{ème} étage/ Floor H3B 1E5 - Montréal (QC) - CANADA	1 481 745	- 645 031	100,00	3 205 273		3 205 273	0		3 513 961	- 153 693	0
Alès Groupe Asia Ltd Unit 1631&1650 Level 16 Man Yee Building, 60- 68 Des Vœux Road - Central HONG KONG	899	- 72 007	100,00	899		899	0		0	- 77 668	0

Commentaires sur la différence entre la valeur des titres et les capitaux propres des filiales détenues à + de 10 %

(1) Caron La différence est due à la juste valeur de la marque et des droits au bail détenus par la société.

(2) Phytales La différence est due à la juste valeur des actifs Immobiliers détenus par la société

(3) Phytosolba Principalement liée à la valorisation de la marque Phyto

(4) Caster Principalement liée à la valorisation des marques détenues par la société

(5) dont redevances

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur:

- le contrôle des comptes annuels de la société ALES GROUPE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone

euro (et en particulier de la Grèce). Cette crise s'accompagne d'une crise économique et de liquidité, qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

Titres de participation :

Les titres de participation font l'objet de procédures d'évaluation. Nous nous sommes assurés de l'application des règles et principes comptables décrits dans le chapitre 2 « principes, règles et méthodes comptables » au paragraphe 2.2 de l'annexe et du bien-fondé de la dépréciation constituée.

Nous avons procédé à l'appréciation de ces méthodes :

- en nous assurant du caractère raisonnable de ces évaluations,
- en prenant connaissance de la documentation sous-tendant ces évaluations et notamment de la validité et de l'application en 2011 de la méthode définie par l'expert indépendant en 2005 pour la marque CARON.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 16 avril 2012

COFACOM
Hubert TONDEUR

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Didier CARDON

Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS (EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2011)

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce, relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

a) Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé
En application de l'article R. 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration et qui vous sont présentés dans le Tableau I du présent rapport.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements (administrateur, directeur général, représentant permanent d'une personne morale administrateur) sont indiquées dans le tableau IV du présent rapport.

b) Conventions et engagements autorisés depuis la clôture
Nous avons été avisés des conventions et engagements suivants, autorisés depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration et qui vous sont présentés dans la Tableau III du présent rapport.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements (administrateur, directeur général, représentant permanent d'une personne morale administrateur) sont indiquées dans le tableau IV du présent rapport.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

a) Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice
En application de l'article R. 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Ces conventions et engagements sont présentés dans le tableau II du présent rapport.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements (administrateur, directeur général, représentant permanent d'une personne morale administrateur) sont indiquées dans le tableau IV du présent rapport.

Fait à Paris, le 16 avril 2012

COFACOM
Hubert TONDEUR

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Didier CARDON

Commissaires aux comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

TABLEAU I : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS DE L'EXERCICE

SOCIÉTÉS CONCERNÉES	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	PRODUITS (CHARGES) comptabilisés en K EUROS
<p>NOUVELLES CONVENTIONS</p> <p>S.A.S. PARFUMS CARON</p>	<p><i>Conseil d'administration du 6 mai 2011</i> Caution donnée pour le compte de la S.A.S. PARFUMS CARON à la société SCI VIEILLE VILLE à hauteur de 280 000 € pour le paiement et l'exécution de toutes les obligations découlant pour la société : PARFUMS CARON du bail consenti pour les locaux sis 153 Boulevard Saint Germain à Paris.</p>	
<p>S.A. LABORATOIRES PHYTOSOLBA</p>	<p><i>Conseil d'administration du 15 décembre 2011</i> Caution solidaire donnée pour le compte de la S.A. LABORATOIRES PHYTOSOLBA à la Société GENEFIM à hauteur de 8 000 000 € pour le paiement et l'exécution de toutes les obligations découlant pour la S.A. LABORATOIRES PHYTOSOLBA du contrat de crédit bail pour les locaux de stockage de Saint Ouen l'Aumône.</p>	
<p>ALES GROUP HONG KONG LTD</p>	<p><i>Conseil d'administration du 15 décembre 2011</i> Avance en compte courant accordée la société à sa filiale ALES GROUP HONG KONG LTD pour le rachat du fichier client au distributeur local, la société MEALA INTERNATIONAL LTD, pour un montant de 720 000 €. Situation de l'avance au 31 décembre 2011 : 720 000 € Produits des intérêts comptabilisés : NEANT</p>	

TABLEAU II : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

SOCIÉTÉS CONCERNÉES	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	PRODUITS (CHARGES) comptabilisés en K EUROS
<p>ALÈS GROUPE ESPAÑA</p>	<p><i>Conseil d'administration du 20 décembre 2005</i> Avance en compte courant d'un montant de 1 000 000,00 € consentie à la société ALES GROUPE ESPAÑA, rémunérée selon les conditions en vigueur au sein du groupe. Situation de l'avance au 31 décembre 2011 : 305 960,96 € Produits des intérêts comptabilisés</p>	<p>5,5</p>
<p>ALÈS GROUP U.S.A. Inc.</p>	<p><i>Conseil d'administration du 22 mars 2005</i> Caution donnée pour le compte de la société Ales Group USA Inc. pour garantir à la société 715 Lexington Avenue LLC le paiement et l'exécution de toutes les obligations découlant pour la société Ales Group USA Inc. du bail consenti pour les locaux sis 715 Lexington Avenue N Y, New York 10022.</p>	

**TABLEAU II : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS
DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE (suite)**

SOCIÉTÉS CONCERNÉES	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	PRODUITS (CHARGES) comptabilisés en K EUROS
S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL - LDPE	<p><i>Conseil d'administration du 15 mars 2010</i> La société ALES GROUPE s'est portée caution solidaire au profit de la BANQUE POPULAIRE OCCITANE relatif au prêt accordé à votre société et dont les caractéristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Montant du prêt : 500 000 € Durée : 5 ans Taux : Variable EURIBOR 3 MOIS majoré de 0.8 % l'an. Remboursement : Mensuel Situation au 31 décembre 2011 : 345 555,30 € 	
S.A. ALES GROUPE	<p><i>Contrats de travail des Mandataires sociaux</i> Les contrats de travail des dirigeants se sont poursuivis au cours de l'exercice et ont donné lieu aux rémunérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme Thérèse FOSSARD, Directeur des Ressources Humaines - M. Romain ALES, Directeur Commercial et Développement Groupe - M. Olivier BIANCHI, conseiller du Président 	<p>(265,2) (125,9) (100,9)</p>
Monsieur Patrick ALÈS	<p><i>Conseil d'administration du 14 juin 2007</i> Le conseil autorise la signature d'un contrat d'image pour Patrick Alès, avec versement d'une redevance de 1,5 % du CA net du Groupe. Cette convention n'a pas eu d'effet sur l'exercice.</p>	
S.A.S. AVILA	<p><i>Conseil d'administration du 14 juin 2007</i> Le conseil autorise une avance en compte courant d'associé par Avila à Alès Groupe avec prêt à court terme d'une durée d'un an et d'un montant de 3 000 000 d'euros maximum, au taux usuel du Groupe. Cette convention n'a pas eu d'effet sur l'exercice.</p>	

TABLEAU III : CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS DEPUIS LA CLÔTURE

SOCIÉTÉS CONCERNÉES	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	PRODUITS (CHARGES) comptabilisés en K EUROS
S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL - LDPE	<p><i>Conseil d'administration du 14 mars 2012</i> La société ALES GROUPE s'est portée caution solidaire au profit de la BANQUE POPULAIRE OCCITANE relatif au prêt accordé à votre société et dont les caractéristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Montant du prêt : 1 000 000 € Durée : 5 ans Taux : Variable EURIBOR 3 MOIS majoré de 0.9 % l'an. Remboursement : Mensuel 	

TABLEAU IV : PERSONNES CONCERNÉES PAR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RELEVANT DE L'ARTICLE L 227-10

	M. Patrick ALÈS	M. Bernard FLOBERT	Mme Jacqueline ALÈS	M. Romain ALÈS	Mme Thérèse FOSSARD	M. Olivier BIANCHI	Mme Chantal MATOUK	M. Bernard LAGRANGE
S.A. ALÈS GROUPE	P.C.A.	D.G.	D.G.D. Adm.	V.-Pt Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.
S.A. LABORATOIRES PHYTOSOLBA	P.C.A.	D.G.	Adm.	Adm.	D.G.D. Adm.			
S.A. LABORATOIRES LIERAC	D.G.D.	P.D.G.	Adm.	Adm.	Adm.			
S.A.S. ALÈS GROUPE INDUSTRIE	Président	D.G.						
S.A.S. PARFUMS CARON	D.G.			Président				
S.A.S. LABORATOIRE DUCASTEL		Président				D.G.		
S.A.S. CASTER	Président	D.G.						
S.A.S. PHYTALÈS	Président	D.G.						
S.A.S. FRANKLIN ROOSEVELT COIFFURE ET BEAUTÉ	Président							
S.A.S. AVILA	Président		D.G.					
ALES GROUP INC. (USA)	P.C.A.							
ALES GROUPE ITALIA SPA (Italie)	Adm.	Président						
ALES GROUPE POLSKA (Pologne)	Président							
ALES GROUPE HELLAS (Grèce)	Président							
ALES GROUPE ASIA LTD (HK)		Président						
ALES GROUPE SUISSE				Président				

P.C.A. : Président du Conseil d'Administration
D.G. : Directeur Général
D.G.D. : Directeur Général Délégué
Adm. : Administrateur

RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE APPELÉE À SE REUNIR LE 21 JUIN 2011

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un bénéfice net comptable de 5.954.981 Euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'assemblée générale constate que la société a supporté, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, des charges et dépenses somptuaires exclues des charges déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés au sens de l'article 39-4 du Code précité pour 16.378 Euros correspondant à des amortissements excédentaires ; l'impôt supporté en raison de ces charges s'élevant à 5.458,79 Euros.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils ont été présentés, faisant apparaître un résultat net consolidé part du groupe bénéficiaire de 347.423 Euros. Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans le rapport sur la gestion du groupe.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2011, s'élevant à la somme de 5.954.981 Euros, augmenté du report à nouveau d'un montant de 7.951.615 Euros, soit un total de 13.906.596 Euros, de la manière suivante :

- paiement d'un dividende global de : 4 236 387,30 € (soit 0,30 Euro par action)
- en report à nouveau le solde de 9.670.208,70 €

L'assemblée générale prend acte que, suivant décision du Conseil d'administration en date du 14 mars 2012, la société a procédé à la distribution et au paiement d'un acompte sur dividendes d'un montant global de 2.118.193,65 Euros (soit 0,15 par action), à valoir sur les dividendes attribués par l'effet de

la présente résolution, et que le montant du dividende restant à verser s'élève à la somme de 2.118.193,65 Euros (soit 0,15 Euro par action).

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 25 juin 2012.

L'assemblée générale prend acte également que le montant du dividende afférent aux actions détenues en propre par la société au jour de la mise en paiement du dividende sera affecté au compte report à nouveau.

Après cette affectation, les comptes de capitaux propres s'établiront comme suit :

Capitaux propres	en Euros
Capital	28.242.582
Primes d'émission, de fusion ...	31.695.833
Réserve légale	2.824.259
Réserves réglementées	44.638
Autres réserves	4.758.828
Report à nouveau	9.670.209
Provisions réglementées	84.262
TOTAL	77.320.611

L'assemblée générale prend acte que les dividendes perçus par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France seront taxés :

- soit, conformément aux dispositions de l'article 158-3 du Code général des impôts, à l'impôt sur le revenu au barème progressif après avoir fait l'objet d'un abattement égal à 40 % de leur montant brut perçu et d'un abattement fixe annuel de 1.525 Euros ou 3.050 Euros (selon la situation de famille) ;
- soit, conformément à l'article 117 quater du CGI (issu de la loi de finances pour 2009), sur option irrévocable formulée par l'associé auprès de la société au plus tard lors de l'encaissement des dividendes, par prélèvement libératoire au taux de 21 % sur leur montant brut sans bénéfice ni de l'abattement de 40 %, ni de l'abattement fixe annuel de 1.525 Euros ou 3.050 Euros, étant précisé que l'associé qui optera pour ce prélèvement libératoire au titre d'au moins une distribution dans l'année civile serait par ailleurs privé, ainsi que l'ensemble des membres de son foyer fiscal, desdits abattements et crédit d'impôt au titre de toutes distributions de même nature pour cette même année civile.

Le prélèvement de 21 % serait déclaré sur l'imprimé n° 2777 et payé au Trésor par la société distributrice dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

- En toute hypothèse, ces dividendes seraient, en outre, assujettis sur leur montant brut aux prélèvements sociaux au taux de 13,5 %, étant précisé toutefois, qu'en cas d'option pour le prélèvement libératoire de l'article 117 quater du CGI, la quote-part de Contribution Sociale Généralisée à hauteur de 5,8 % ne serait pas déductible du revenu imposable de l'année de son paiement.

Ces prélèvements sociaux seraient prélevés à la source par la société distributrice, déclarés sur l'imprimé n° 2777 et payés par celle-ci au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'assemblée rappelle qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au titre des trois précédents exercices :

exercice	dividende global	dividende par action	montant des revenus distribués éligibles à la réfaction
2008	4 942 391 €	0,35 €	0,35 € x nombre d'actions détenues par les personnes physiques et par les sociétés taxées entre les mains de leurs associés personnes physiques
2009	4.235.084 €	0,30 €	0,30 € x nombre d'actions détenues par les personnes physiques et par les sociétés taxées entre les mains de leurs associés personnes physiques
2010	4.235.381 €	0,30 €	0,30 € x nombre d'actions détenues par les personnes physiques et par les sociétés taxées entre les mains de leurs associés personnes physiques

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de virer la somme de 3.932 Euros du poste « autres réserves » au poste « réserves réglementées, réserves pour actions propres » au titre des acquisitions opérées par la société sur ses propres actions au cours de l'exercice 2011.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, approuve ce rapport et approuve successivement, dans les conditions du dernier alinéa de l'article L.225-40 du Code de commerce, chacune des conventions qui s'y trouvent visées.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale donne quitus aux administrateurs et aux commissaires aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

SEPTIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale fixe à 35.000 Euros le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration au titre de l'exercice en cours.

HUITIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce :

- autorise le Conseil d'administration, avec faculté de

subdélégation, à racheter, en une ou plusieurs fois, un nombre d'actions de la société représentant jusqu'à 10 % de son capital à la date du rachat des actions par le Conseil d'administration;

- décide que le Conseil d'administration pourra faire usage de la présente autorisation pendant une période de dix-huit mois à compter de la présente assemblée;
- décide que les actions de la société pourront être acquises aux fins de permettre à la société de favoriser la liquidité de ses titres par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec ce dernier;
- décide que les modalités et conditions de ce programme de rachat sont les suivantes :
 - durée du programme : 18 mois maximum courant à compter du vote de l'assemblée générale et qui expirerait au plus tard le 21 décembre 2013 ou antérieurement à l'issue du vote de toute assemblée générale qui adopterait un nouveau programme de rachat d'actions;
 - pourcentage de rachat maximum autorisé : 10 % du capital, soit 1.412.129 actions sur la base de 14.121.291 actions composant actuellement le capital;
 - prix d'achat unitaire maximum : 30 Euros, soit un montant théorique maximum consacré au programme de rachat, sur la base du pourcentage maximum, de 42.363.870 Euros, hors frais de négociation.

Ce nombre d'actions et les limites de prix d'achat seront, le cas échéant, ajustés à l'issue d'éventuelles opérations financières ou de décisions affectant le capital de la société.

L'assemblée générale décide, en outre, que l'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés par tous moyens et de toutes manières, y compris de gré à gré, par mécanismes optionnels ou par blocs de titres en une ou

plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il plaira au Conseil d'administration, y compris en période d'offre publique d'achat et/ou d'échange ainsi que de garantie de cours, dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, modifier corrélativement le nombre d'actions sur lesquelles portera le programme de rachat d'actions ainsi que le prix maximum d'achat défini dans ce programme, passer tous ordres de bourse, conclure ou poursuivre tous accords notamment le contrat de liquidité, effectuer toutes déclarations et formalités auprès de tous organismes et notamment de l'Autorité des marchés financiers et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'application de la présente résolution.

La société informera l'Autorité des marchés financiers, dans les conditions prévues par la loi et les règlements, des opérations effectuées en application de la présente autorisation.

Cette autorisation annule et remplace celle accordée par l'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire en date du 23 juin 2011 en sa huitième résolution.

NEUVIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'effectuer toutes les formalités légales de publicité ou autres qu'il appartiendra conformément à la loi.

ALÈS GROUPE

Siège social : 99, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

S.A. au capital de 28 242 582 € - RCS : Paris B 399 636 323

LIERAC
PARIS



LABORATOIRE
DUCASTEL

CARON
PARIS